

Entretiens Jacques-Cartier

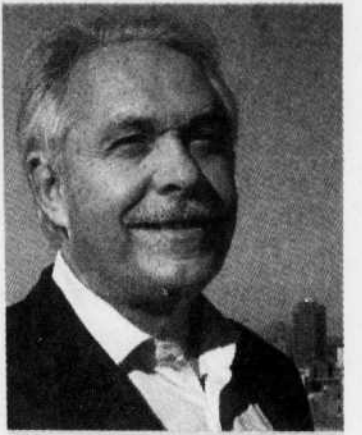
CAHIER G

MONTRÉAL ET QUÉBEC LE DEVOIR



Le Complexe des sciences de l'UQAM

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



ALAIN BIDEAU

L'an prochain, la Chine et l'Asie du Sud-Est

Page 2



GÉRARD COLLOMB ET GÉRALD TREMBLAY

Deux maires témoignent d'une fructueuse collaboration

Page 3

MONTRÉAL ET QUÉBEC

Là où 22 colloques définiront les enjeux actuels

Page 4

RHÔNE-ALPES ET QUÉBEC

Des échanges et des ententes qui encadrent une collaboration

Page 5

UNIVERSITÉS

La recherche sera planétaire ou ne sera pas

Page 7

GOVERNANCE

Les gens d'affaires soutiennent activement la culture

Page 9

ÉCONOMIE

L'innovation est le moteur de l'économie

Page 11

Deux continents se rencontrent sur les bords du grand fleuve

Québec et Montréal sont les hôtes d'une grande fête de la connaissance

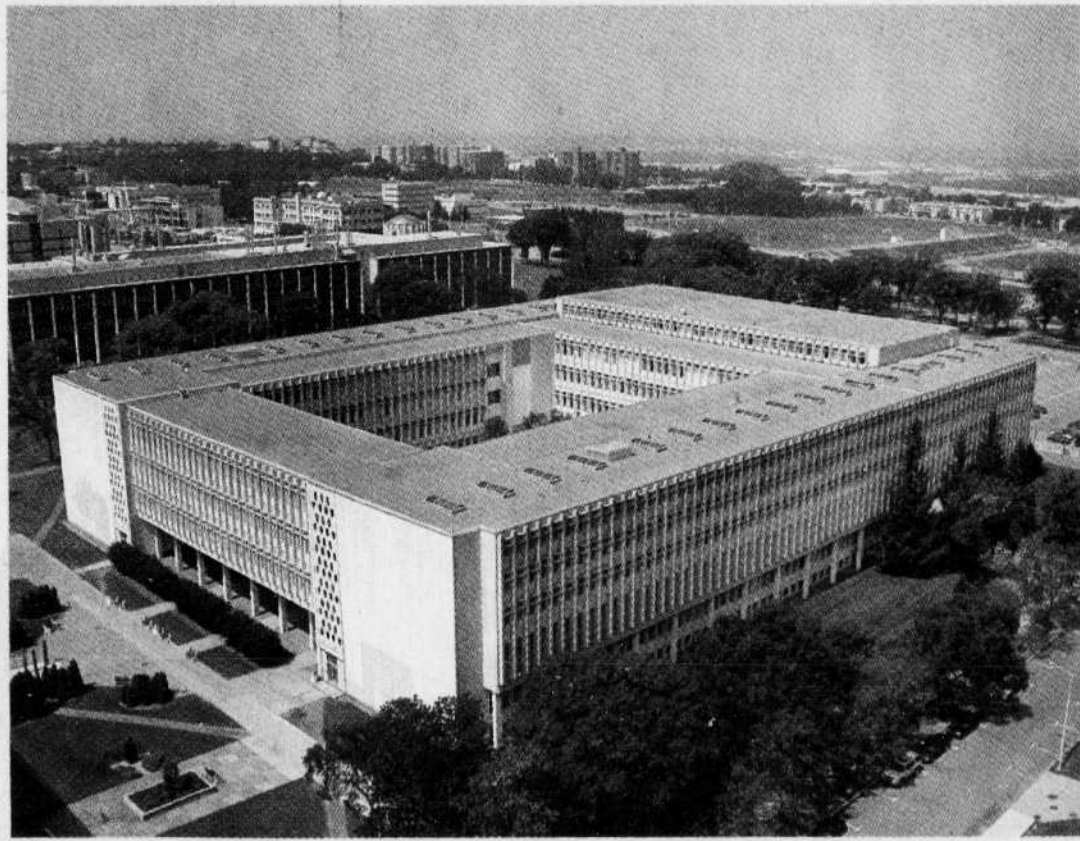
Comme s'il s'était agi de souligner le 400^e anniversaire de Québec, jamais les Entretiens Jacques-Cartier n'auront été aussi spectaculaires. À l'exemple de ce qui se passe en Rhône-Alpes, où Lyon, Saint-Étienne et Grenoble sont des villes hôtes, Montréal et Québec s'associent pour la tenue de la 21^e édition de ce grand rendez-vous annuel que se donnent les «cousins» de la France et du Québec.

NORMAND THÉRIAULT

Le Centre Jacques Cartier ne cesse de voir grand. Année après année, il ajoute à sa liste des partenaires. L'année dernière, son directeur, Alain Bideau, avait établi un plan de croissance. Et il maintient le défi qu'il s'était alors fixé. «*Dernièrement, nous sommes allés chercher des partenaires importants, comme la Communauté métropolitaine de Montréal, le ministère des Transports du Québec et le Barreau du Québec. Nous en sommes actuellement à un total de 94 membres et, d'ici*

au 31 décembre, nous devrions aller en chercher trois ou quatre autres très importants, alors nous serons très près des 100 membres annoncés.»

Et si ce centre est toujours basé à Lyon, il sait tisser étroitement ses liens avec cette terre outre-Atlantique qu'est le Québec. Les 21^e Entretiens Jacques-Cartier auront aussi comme président d'honneur un ancien premier ministre du Québec, Pierre-Marc Johnson, et en ouverture ce sera le premier ministre actuel, Jean Charest, qui prononcera l'allocation. Et le plateau sera garni en ce dimanche après-midi à venir quand, le 5 octobre,



Pavillon Charles-De-Koninck de l'université Laval

SOURCE UNIVERSITÉ LAVAL

se retrouveront en un même lieu hommes politiques d'ici et de la France, du président du conseil général de Rhône-Alpes aux maires des villes, soit Gérard Collomb, de Lyon, Gérard Tremblay, de Montréal, et Régis Labeaume, de Québec.

Et l'expansion géographique il y a aussi. Une fois aux quatre ans, les Entretiens se déplacent de l'Europe vers l'Amérique. Montréal les accueillait alors. Mais quatre centième anniversaire il y a, et l'occasion était donc belle pour faire en sorte que Québec devienne aussi ville hôte.

Des 21^e aux 22 colloques

Deux villes, donc, et en une vingtaine de lieux, et ce n'est pas la matière qui va manquer pour détourner l'attention dans les milieux culturels, économiques, politiques et sociaux, en ces jours où, en Nord-Amérique, certains vivront les derniers jours d'une campagne électorale et que d'autres seront à la veille d'une grande rencontre politique, celle de la Francophonie.

Et cette Francophonie, l'autre, celle de la connaissance, sera active: 22 colloques constituent le menu de ces 21^e Entretiens. San-

té, muséologie, tourisme, éducation, transport et plus encore feront l'objet de débats en ateliers

Des liens réels

Information et partage de connaissances sont donc à l'affiche. Mais les Entretiens, c'est plus que cela. Ce sont aussi des liens qui se tissent. Et des expériences qui se partagent. Depuis deux ans, le maire Tremblay «rêve» des tramways lyonnais, pendant que Gérard Collomb, son correspondant lyonnais, se félicite qu'au fil des ans se soit établi «un pool d'entreprises montréalaises, québécoises, lyonnaises et rhônalpines».

Et il y a aussi la part hors colloques qui est non négligeable dans cette entreprise. Ainsi, si les visites à Lyon font saliver plus d'un «cousin», il ne faut pas non plus négliger le programme des activités culturelles qui animent toutes ces rencontres. Et des initiatives notoires ont aussi découlé de l'événement. Michel Côté est ainsi devenu le directeur du grand Musée des confluences dans cette ville qui compte en son enceinte une place publique signée Michel Goulet.

Car les Entretiens, c'est d'abord cela: des paroles, certes, mais aussi des actions concrètes. Ainsi, quand les gens de la Sytral, la société de transport public de la ville sise au confluent de la Saône et du Rhône, rencontrent les gens de la STM, ou de la montréalaise Agence métropolitaine de transport, on a parfois l'illusion que tous ces décideurs font partie de la même entreprise. Et cela vaut dans plus d'un secteur: demandez-le, pour vous en convaincre, aux universitaires.

Et pour s'assurer que cette belle amitié perdure, on comprendra qu'Alain Bideau rêve qu'un jour une fondation sera mise en place, question d'assurer une permanence à cette entreprise dont l'utilité est par les faits établie.

Le Devoir

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Entrevue avec Alain Bideau

Le Centre Jacques Cartier s'ouvre sur le monde

Montréal et Québec sont les villes hôtes des 21^{es} Entretiens Jacques-Cartier

L'an dernier, Alain Bideau, directeur et fondateur du Centre Jacques Cartier — qui réunissent chaque année plus de 2500 Rhônalpins et Québécois — avait annoncé qu'il voulait développer une collaboration plus forte avec le reste de l'Europe et tisser des liens avec l'Asie. Chose promise, chose due. Cette année, les Entretiens, qui se tiennent à Montréal et à Québec du 3 au 10 octobre, s'ouvrent particulièrement sur l'Europe, alors que, dès l'an prochain, ce sera au tour de l'Asie d'entrer dans le bal.

MARTINE LETARTE

« Cette année, 119 universités et grandes écoles à travers le monde participent à nos colloques. Parmi elles, si plusieurs sont françaises et canadiennes, il y en a tout de même 26 qui sont situées ailleurs en Europe, dans 14 pays différents. Et c'est sans compter les participants américains. Toutes ces personnes viennent de milieux extrêmement variés, que ce soit du monde des affaires, de la culture, de la science ou de la sphère politique », affirme M. Bideau.

Réunir chaque année cette diversité exceptionnelle d'acteurs pour les amener à tisser des liens durables entre eux a été dès le départ l'objectif fondamental des Entretiens. Vingt ans plus tard, l'idée est toujours la même. C'est d'ailleurs ce qui assure un véritable rayonnement au Centre Jacques Cartier sur la scène nationale et internationale, croit son fondateur.

L'année prochaine, l'ouverture sur le monde se poursuivra avec la participation d'une dizaine de représentants de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. « Et en 2010, on ajoutera des participants maghrébins et latino-américains », indique M. Bideau, la tête toujours bouillonnante de projets.

Entre Montréal et Québec

L'ouverture officielle des 21^{es} Entretiens du Centre Jacques Cartier se déroulera le dimanche 5 octobre, à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et réunira le gratin politique, économique et culturel. Gérald Tremblay, le maire de Montréal,

réal, y fera une allocution, suivi de Jean Charest et de Pierre-Marc Johnson, le tout nouveau président du conseil d'administration du Centre Jacques Cartier.

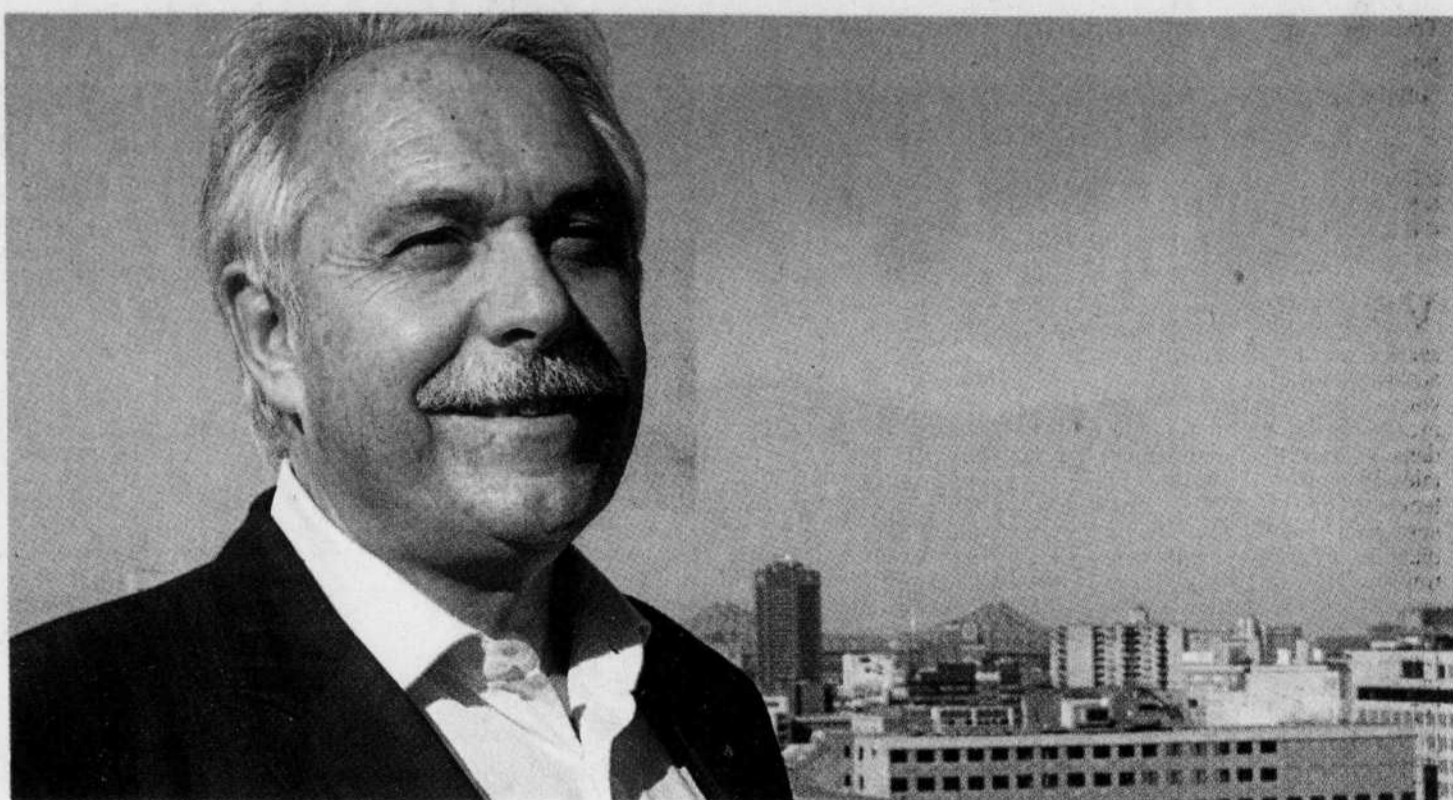
« Nous remettons également le prix Jacques-Cartier des arts à Gilles Vigneault, grand ami du Centre », affirme M. Bideau, qui sera le maître de cérémonie de la soirée.

La ville de Québec, qui accueille quatre colloques cette année, aura aussi droit à sa cérémonie d'ouverture. « Bien évidemment, nous tiendrons à souligner le 400^e anniversaire de la ville », indique l'organisateur des Entretiens. Ainsi, le mercredi 8 octobre, au Musée national des beaux-arts du Québec, la médaille du Centre Jacques Cartier sera remise à John Porter, directeur de la Fondation du Musée, ainsi qu'à Régis Labeaume, maire de Québec, Julie Boulet, ministre des Transports du Québec, et Denis Brière, recteur de l'université Laval.

Rapprocher les universités

Si le Centre Jacques Cartier crée des liens et suscite des échanges entre différentes régions du monde, on peut aussi se réjouir des efforts de collaboration qu'il favorise auprès des établissements universitaires. En fait, un comité scientifique a été formé avec les directeurs des quatre universités montréalaises et des trois écoles pour que, ensemble, ils élaborent une programmation originale.

« Les établissements universitaires et les partenaires du Centre comme la Ville de Montréal, certains ministères français et québécois ainsi que



Alain Bideau, directeur et fondateur du Centre Jacques Cartier

d'importantes sociétés publiques et parapubliques ont proposé des thèmes sur lesquels le comité scientifique a dû se pencher pour, finalement, faire une sélection », explique M. Bideau.

Au menu, donc, cette année, plusieurs colloques portant sur la santé et plusieurs autres touchant à divers sujets brûlants d'actualité. Des exemples? Comprendre le privé en santé, vieillissement et santé, gestion des matières résiduelles, sécurité routière, prise en compte de la diversité à l'école publique, gouvernance culturelle, marchés de carbone, alouette!

Et la collaboration entre les différentes universités montréalaises ne s'arrête pas là. En effet, les sept grands établissements d'enseignement universitaire de la ville se réuniront pour remettre chacun un doctorat honoris causa.

« Je crois bien que ce sera une première au Québec, et même en Amérique du Nord! Nous tentons aussi de renforcer les liens entre les universités francophones du Canada et celles de la région Rhône-Alpes en organisant, encore une fois cette année, une réunion des recteurs pour discuter de l'internalisation de la recherche et de partenariats avec les secteurs privé et public », affirme Alain Bideau, également directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

La particularité de cette rencontre? Les recteurs n'ont pas le droit de se faire remplacer: ils doivent être présents en personne! « C'est extraordinaire, parce que ça fonctionne! Pourtant, ces personnes ne se retrouvent pratiquement jamais, dans d'autres circonstances, assises à la même table », ajoute-t-il.

Le centième membre... pour bientôt!

L'an dernier, le fondateur du Centre Jacques Cartier a annoncé dans les pages du *Devoir* qu'il compterait 100 membres dans ses rangs en 2008. Une promesse presque tenue, explique-t-il.

« Dernièrement, nous sommes allés chercher des partenaires importants, comme la Communauté métropolitaine de Montréal, le ministère des Transports du Québec et le Barreau du Québec. Nous en sommes actuellement à un total de 94 membres et, d'ici au 31 décembre, nous devrions aller en chercher trois ou quatre autres très importants, alors nous serons très près des 100 membres annoncés. »

En plus de continuer à courtiser de futurs membres et, bien sûr, d'assurer l'organisation et le bon dérou-

lement des Entretiens, l'homme-orchestre poursuit ses démarches dans le but de créer une grande fondation qui rassemblerait toutes les activités liées au Centre Jacques Cartier. Cela permettrait d'entrer dans le réseau des grands donateurs et ainsi de dépersonnaliser la collecte de fonds, qui présentement repose entièrement sur les épaules de M. Bideau.

C'est ainsi que l'homme aux mille et un projets navigue entre le rêve et la réalisation, dans un enthousiasme manifeste. « Il faut bien continuer de rêver, s'exclame-t-il. Et la vie n'est faite que de projets! »

Pour plus d'information sur les 21^{es} Entretiens du Centre Jacques Cartier: www.ejc2008.concordia.ca.

Collaboratrice du *Devoir*

Colloque 10

La complexe gouvernance des grands projets de transports urbains

Le mardi 7 octobre 2008

Biosphère, musée de l'environnement

21^e entretiens du Centre Jacques Cartier

La STM,
partenaire du Centre Jacques Cartier
depuis 2002.



ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

La parole est aux maires

Montréal et Lyon, même combat

Il y a 30 ans, les deux villes ont signé un pacte d'amitié

Transport, urbanisme, environnement, etc. Depuis trente ans, les métropoles du Québec et de la région Rhône-Alpes collaborent dans les domaines les plus divers.

PROPOS
RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN RIOUX

Vous connaissez peut-être les Velo'v, ces 4000 vélos en libre-service qui circulent depuis trois ans dans les rues de Lyon? Sinon, vous en découvrirez la version montréalaise dès cet automne dans quatre stations expérimentales du centre-ville. Dès le printemps 2009, ce sont 2400 vélos qui seront alors offerts en location dans les arrondissements centraux de Montréal. Mais qui sait que ce projet est directement inspiré de l'expérience de la ville de Lyon? Né à Munich, ce nouveau mode de transport urbain s'est vite répandu en Europe. Lyon fut la première ville française à tenter l'expérience et c'est là que les responsables de Montréal ont pu en mesurer l'intérêt avant de se lancer dans l'aventure. Une première en Amérique.

Les exemples de ce type ne manquent pas. L'illumination des bâtiments du Vieux-Montréal, par exemple, est directement inspirée de ce que fait Lyon en la matière depuis des années. Il y aura 30 ans l'an prochain que les deux villes ont signé un pacte d'amitié. La collaboration entre elles dépasse aujourd'hui largement ces cas concrets. Dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, l'occasion était belle de réunir les maires de Montréal, Gérard Tremblay, et de Lyon, Gérard Collomb, pour leur demander pourquoi ces deux villes, malgré la distance et des industries souvent en concurrence, ont tant d'atomes crochus.

Le Devoir — Quelle importance ont pour vous les relations entre Montréal et Lyon? Peut-on parler de liens privilégiés?

Gérard Collomb — Il s'agit en effet de relations privilégiées. Un pacte d'amitié a été signé en 1979. Il a été confirmé par un protocole d'échange et de collaboration en 1989. Je vois souvent Gérard Tremblay, puisque nous sommes présents dans plusieurs réseaux identiques. Les deux villes ont pu, grâce à leurs nombreux atouts communs, créer un maillage serré de partenaires économiques, universitaires, culturels, qui permettent en effet de parler de liens privilégiés.

Gérard Tremblay — Lyon est la deuxième ville, après Shanghai, avec laquelle Montréal a établi des relations aussi importantes et aussi conséquentes. Ce sont deux villes qui ont un fort passé industriel, notamment dans les textiles. Mais, de surcroît, elles sont devenues des villes universitaires très

dynamiques. De plus, toutes deux misent sur la recherche et la création pour soutenir l'innovation. Ce sont également des villes-carrefours, entre l'Europe et la Méditerranée pour Lyon, entre l'Amérique et l'Europe pour Montréal.

Le Devoir — Si vous aviez à caractériser ou à décrire ce que vous inspire l'autre ville, que diriez-vous?

G. C. — La ville de Montréal est très entrepreneuriale et son maire est très dynamique. C'est une ville innovante et créatrice dans plusieurs domaines, avec notamment une vision nouvelle du développement économique fondée sur la création de grappes industrielles chères à M. Tremblay. A Montréal comme à Lyon, on trouve de grands projets urbains, je pense notamment au réaménagement du quartier du Havre et au plan de transport de Montréal qui doit jouer un rôle structurant dans le réaménagement des quartiers de la cité.

G. T. — Lors de mon dernier séjour à Lyon, en 2006, j'ai été particulièrement impressionné par le projet Lyon Confluence, un vaste projet de réaménagement urbain qui me fait beaucoup penser à notre projet du Havre. Dans les deux cas, il s'agit de réaménager un vieux quartier manufacturier et ferroviaire, déstructuré, un quartier qui est le prolongement du centre-ville, pour en faire un milieu de vie de qualité.

Le Devoir — Comment expliquez-vous que ces deux villes, par ailleurs très différentes et situées sur deux continents encore plus différents, aient développé de tels liens?

G. C. — Il existe entre la France et le Canada un partenariat historique et stratégique fort et des relations d'amitié, voire de fraternité. Les villes de Lyon et Montréal n'ont pas échappé à cette logique. Le fait qu'elles sont situées sur des continents différents a probablement créé une forme de fascination pour cette différence. La francophonie a certainement été un des vecteurs du développement de liens nombreux entre les deux pays, mais aussi entre les deux villes, qui ont pris conscience de leurs potentialités respectives.

G. T. — Évidemment, nous n'avons pas les deux millénaires d'histoire de Lyon. Notre appartenance à la francophonie est un facteur essentiel de nos relations. Au fil du temps, non seulement les maires de nos deux villes, mais aussi les chercheurs universitaires, les

JACQUES DEMARTHON AFP
Gérard Collomb, maire de Lyon

entrepreneurs et les gestionnaires ont préservé cette relation et approfondi leur collaboration. Ces échanges se sont prolongés dans des projets comme l'intervention dans les quartiers sensibles de Montréal, inspirés du contrat de ville signé entre la Ville de Lyon et ses partenaires de la Région Rhône-Alpes et du gouvernement français pour la réhabilitation du Plateau de la Duchère. L'an dernier, Montréal s'est associé avec Lyon dans un réseau des villes gourmandes, le réseau «Délices», qui suscite beaucoup d'intérêt auprès d'autres grandes villes, comme Barcelone, Bruxelles, Madrid, Milan, Osaka, Philadelphie, São Paulo. Ces échanges réguliers ont

Nous mettons en place un programme de coopération entre les communautés urbaines de Lyon, Bordeaux, Montréal et Québec — Gérard Collomb

d'ailleurs amené la Région Rhône-Alpes à se doter d'une représentation permanente à Montréal.

Le Devoir — Le fait que Lyon et Montréal sont des grandes villes, mais moins grandes que Paris ou New York, simplifie-t-il les liens?

G. C. — En effet, ni Lyon ni Montréal ne sont des capitales. Lyon entretient cependant des relations avec des villes de taille supérieure à la sienne, comme Philadelphie, New York, Yokohama ou Canton. On a parlé de relations d'amitié, c'est aussi ce qui simplifie nos contacts.

G. T. — Montréal a des relations fructueuses et chaleureuses avec Paris aussi. Je partage, avec le maire Bertrand Delanoë, de nombreux intérêts et nous échangeons sur des enjeux tels que l'environnement. Si on peut dire que les relations sont plus soutenues avec Lyon, c'est peut-être à cause de la nature des enjeux écono-

miques et institutionnels, qui sont plus semblables, et, bien sûr, grâce à la durée et à la régularité de notre relation.

Le Devoir — Le président Sarkozy a récemment affirmé que, si les Canadiens sont des amis, les Québécois sont des frères. Cette formule trouve-t-elle à se concrétiser dans les relations qu'entretiennent Lyon et Montréal?

G. C. — Les relations Lyon-Montréal sont très amicales. Le maire de Montréal est un grand ami avec qui nous échangeons très souvent lors de rencontres dans différentes villes du monde. Par ailleurs, la longévité des Entretiens Jacques-Cartier, et des coopérations universitaires notamment, est également la preuve que Canadiens et Français, Lyonnais et Montréalais éprouvent des liens d'amitié, voire de fraternité.

G. T. — Nous sommes certainement des amis, souvent des cousins et parfois des frères. Et ce n'est pas exclusif. Il y a de la place pour tout le monde dans les relations de Montréal avec les autres villes du monde. Les relations entre Montréal et Lyon s'inscrivent évidemment dans les relations privilégiées que la France et le Québec entretiennent.

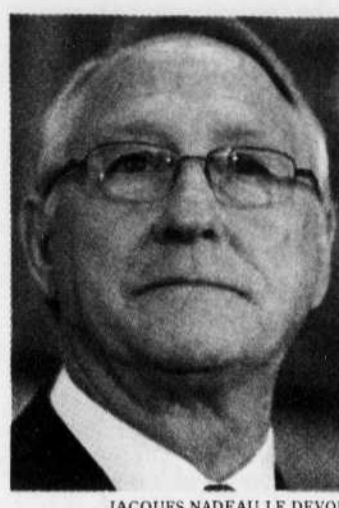
Le Devoir — Sur le plan économique, les deux villes ont développé des industries dans des secteurs parfois semblables (biotechnologie, communications, etc.). Cela ne devrait-il pas en faire des villes concurrentes?

G. C. — Il s'agit plus d'une complémentarité que d'une véritable concurrence. Un partenariat économique a été établi entre nous qui porte notamment sur les sciences de la vie, les biotechnologies, l'immunologie, la cancérologie... Et si concurrence il y a, c'est surtout une source d'émulation.

G. T. — La concurrence existe. Non seulement elle est stimulante, mais elle peut aussi être source de collaborations sur certains marchés à certains moments. Par exemple, dans le secteur biopharmaceutique, des chercheurs et des entreprises de pointe se sont justement rencontrés lors des Entretiens ces dernières années et ils ont pris la mesure des partenariats possibles.

Le Devoir — Pourtant, les administrations municipales française et québécoise sont très différentes. De quoi êtes-vous le plus jaloux dans l'autre ville?

G. C. — Des différences existent, c'est certain. Je ne crois pas

JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Gérard Tremblay, maire de Montréal

que Montréal possède des compétences similaires à celles de nos collectivités françaises, notamment en matière de santé et d'éducation. Le niveau de sources de revenus de la municipalité québécoise n'est pas établi sur les mêmes bases que pour Lyon, ce qui représente un handicap en matière budgétaire. Là, Lyon semble plus avantagée.

G. T. — Il y a des différences importantes, bien sûr. Dans le transport collectif, par exemple, la France possède un réseau de transport public fortement implanté dans les grandes villes et entre elles, avec des infrastructures qui relient, par exemple, le TGV aux aéroports et à tout le réseau urbain lyonnais. C'est un objectif que nous visons avec le plan de transport de Montréal.

Le Devoir — Comment expliquez-vous le succès des Entretiens Jacques-Cartier?

G. C. — La régularité et la qualité des échanges, l'esprit d'ouverture en sont à l'origine. Il faut reconnaître ici le dynamisme de son directeur, qui réussit depuis déjà 20 ans à mobiliser toutes les forces intellectuelles des deux villes et régions pour donner toujours plus d'attractivité aux Entretiens, en élargissant les thématiques et en ouvrant les colloques à des institutions économiques, culturelles.

G. T. — Les Entretiens ont maintenu le cap sur des questions pertinentes et se sont élargis à de nombreux acteurs. Il y a eu au départ le besoin de collaboration entre chercheurs universitaires de Lyon et de Montréal. Puis, il y a eu un intérêt de plus en plus large pour les questions urbaines, culturelles, économiques. C'est une des clés du succès.

Le Devoir — Êtes-vous en mesure d'évaluer les retombées de ces Entretiens dans votre ville?

G. C. — Les Entretiens Jacques-Cartier rassemblent à

Lyon chaque année, pendant trois années de suite, entre 250 et 300 intervenants et participants du Canada et du Québec mais aussi d'autres pays. Cela entraîne évidemment des retombées en matière d'hôtellerie et de restauration, mais aussi de découverte de la ville et de son patrimoine. Par ailleurs, les Entretiens Jacques-Cartier permettent de valoriser le potentiel intellectuel de Lyon et de la région Rhône-Alpes par des échanges de haut niveau, des confrontations d'idées et des mises en commun d'expériences. Tous ces éléments renforcent et dynamisent l'image internationale de Lyon. Et puis, on a évoqué les relations d'amitié et les échanges générés, cela est inestimable. C'est une vraie richesse.

G. T. — L'apport des Entretiens ne peut pas se mesurer seulement par le nombre de visiteurs. Ce sont des chercheurs universitaires, des décideurs économiques, des entrepreneurs dans des domaines tels que la santé, les nanotechnologies ou les transports, des créateurs culturels, de grands chefs cuisiniers, des personnalités politiques, des recteurs et des présidents d'université. Dans le domaine des sciences de la vie, grâce aux échanges menés en 2006 lors des Entretiens à Lyon, nous créerons cette année un pool d'entreprises montréalaises, québécoises, lyonnaises et rhônalpines qui sont soutenues, dans leurs démarches commerciales de chaque côté de l'Atlantique, par le Campus des technologies de la santé de Montréal et l'ARDI-Santé (Agence régionale du développement et de l'innovation) de la Région Rhône-Alpes.

Le Devoir — Caressez-vous de nouveaux projets communs?

G. C. — Nous mettons en place un programme de coopération entre les communautés urbaines de Lyon, Bordeaux, Montréal et Québec, qui portera sur la stratégie de développement des métropoles et d'échanges de bonnes pratiques de gouvernance. Nous avons des préoccupations communes sur lesquelles une réflexion va s'engager, notamment dans le domaine de la gestion des déchets, du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques.

G. T. — Le Plan lumière dans les quartiers patrimoniaux, la collaboration dans la démarche de solidarité humanitaire et dans le projet de Bamako, les alliances entreprises-universités pour l'innovation, les projets communs ne manquent pas. Les discussions que j'ai eues avec Gérard Collomb ne manqueront pas d'en susciter d'autres.

Correspondant du Devoir à Paris

Caisse de dépôt et placement du Québec

UNE ASSOCIATION SOLIDE :
**LA CAISSE
ET LE CENTRE
JACQUES
CARTIER**

www.lacaisse.com

COLLOQUE INTERNATIONAL

Les meilleures pratiques
de traitement
et de valorisation
des matières résiduelles

LE 6 ET 7 OCTOBRE 2008
À MONTRÉAL

Hôtel OMNI Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2R6

Venez prendre connaissance
des nouvelles technologies

Vers des solutions alternatives à l'enfouissement pour : **réduire** la production de gaz à effet de serre, **gérer** de façon durable le territoire, **transformer** les déchets en énergie et **limiter** les impacts sociaux et environnementaux.

Pour vous inscrire
colloque2008.cmm.qc.ca

Communauté métropolitaine de Montréal

GRAND LYON

Développement durable, Environnement et Paris Québec

JACQUES CARTIER

Développement économique, innovation et Exportation Québec

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

À Montréal et à Québec

Des liens durables s'amorcent par l'avancement des connaissances

Des participants de la région Rhône-Alpes et du Québec, mais aussi d'ailleurs en Europe, en Amérique et dans le monde

Le privé en santé, les marchés du carbone, la prise en compte de la diversité à l'école publique et la gouvernance culturelle des grandes villes sont quelques-uns des thèmes qui seront abordés lors de la XXI^e édition des Entretiens du Centre Jacques Cartier, qui auront lieu à Montréal et à Québec, du 3 au 10 octobre.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Les Entretiens du Centre Jacques-Cartier accueilleront cette année des participants de la région Rhône-Alpes en France et du Québec, mais aussi d'ailleurs en Europe, en Amérique et dans le monde.

«Ce qui fait le lien entre les 22 colloques des Entretiens, c'est un partenariat à la base entre la Région Rhône-Alpes, où se trouvent Lyon et Grenoble, et le Québec», explique Guy Berthiaume, coprésident du comité d'organisation des XXI^e Entretiens du Centre Jacques Cartier et vice-recteur à la recherche et à la création de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

«On ne veut pas toutefois ce partenariat de base reste exclusif. Ce qu'on demande à chacun des organisateurs de colloque, c'est d'ouvrir, dans notre cas, sur l'Amérique du Nord et, dans le cas des gens de la région Rhône-Alpes, sur la France et sur l'ensemble de l'Europe.» A compter de 2009, les responsables des Entretiens souhaiteraient également accueillir des délégués asiatiques de pays membres de la Francophonie, comme le Vietnam et le Cambodge, mentionne M. Berthiaume.

Cette année, au moins un intervenant viendra du Japon et un autre, de l'Afrique du Sud. D'autres seront de la région Rhône-Alpes, d'ailleurs en France, de la Belgique, de la Suisse, du Luxembourg, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Finlande, de la Serbie, de l'Italie, de l'Espagne, du Québec, d'autres provinces canadiennes, des États-Unis, de l'Équateur ou du Brésil.

Un événement annuel

Créés en 1987, les Entretiens du Centre Jacques Cartier ont lieu tous les ans, soit une fois tous les quatre ans au Québec et les

trois autres années dans la région Rhône-Alpes. Cette année, certains colloques auront lieu à Montréal et d'autres dans la capitale québécoise. «On s'inscrit dans les événements du 400^e anniversaire de Québec», indique M. Berthiaume, qui copréside le comité d'organisation des XXI^e Entretiens avec le directeur du Centre Jacques Cartier, Alain Bideau, également directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Sept établissements universitaires ont pris part à l'organisation de ces Entretiens, soit l'université Concordia, l'université McGill, l'université de Montréal, HEC Montréal, l'École polytechnique de Montréal, l'UQAM et l'École de technologie supérieure (ETS). Le comité d'organisation compte également des représentants de la Ville de Montréal et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les sept établissements universitaires organisateurs remettront chacun un doctorat honorifique à une personne de la Région Rhône-Alpes. L'UQAM en décernera ainsi un à Serge Dorny, directeur général de l'Opéra de Lyon, et HEC Montréal, à Alain Mérieux, président de bioMérieux.

Recteurs et principaux d'université du Québec et du Canada et présidents d'université et directeurs de grande école de la région Rhône-Alpes se rencontreront par ailleurs et discuteront de l'internationalisation de la recherche.

Sciences, société, économie et culture

Les Entretiens permettront d'échanger sur des questions scientifiques, sur des problèmes de société, sur l'économie et sur la culture. Les 22 colloques qui se tiendront sont divisés en trois grands champs: sciences et médecine, société et environnement, urbanisme et culture. Les nano-



Guy Berthiaume, coprésident du comité d'organisation des XXI^e Entretiens du Centre Jacques Cartier et vice-recteur à la recherche et à la création de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

structures, les maladies virales persistantes, les technologies de la santé, le traitement et la valorisation des matières résiduelles, les transports urbains, la sécurité routière, l'innovation et le développement des entreprises, les musées, ainsi que le patrimoine et la gouvernance des territoires font partie des thèmes retenus.

«On a fait un appel à propositions à la fois dans la région Rhône-Alpes et au Québec et on a reçu près d'une cinquantaine de propositions de colloque. Un comité scientifique a retenu les plus portantes», dit M. Berthiaume. Le comité a tenu compte de la qualité des intervenants, de l'intérêt des sujets et des axes de développement du Québec et de la région Rhône-Alpes, précise-t-il, citant par exemple les nanotechnologies et les sciences de la santé ainsi

que la gastronomie. Un colloque portera ainsi sur le tourisme, la gastronomie et les médias.

Un autre traitera de l'électricité, des changements climatiques, des marchés du carbone et des mesures d'adaptation. Il y sera notamment question des incidences des changements climatiques sur les peuples nordiques, du marché du carbone en Europe et de ceux qui sont en émergence aux États-Unis, ainsi que de la demande énergétique.

Différents horizons

Des gens de différents horizons prendront part aux Entretiens. Les milieux universitaire, de la recherche, politique, gouvernemental, municipal, des affaires et de la culture seront représentés.

Gérald Tremblay, maire de Montréal, Gérard Collomb, maire de Lyon, Jordi Martí, délégué à la culture à Barcelone, Simon Brault, président de Culture Montréal, Isabelle Hudon, présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Guy Mathioli, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon (CCI Lyon), Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles (France), Lorraine Pintal, directrice artistique et générale du Théâtre du Nouveau Monde, et Milena Dragicevic Sestic, professeure à l'Université des arts de Belgrade en Serbie, font par exemple partie des personnes qui participeront à des échanges lors du colloque sur la gouvernance culturelle des grandes villes.

Les Entretiens du Centre Jacques-Cartier ont permis la création de collaborations durables ou leur consolidation, affirme le coprésident du comité d'organisation de la XXI^e édition de l'événement, évoquant par exemple celle qui existe dans le domaine des nanotechnologies entre le Québec, la région de Grenoble et celle d'Albany dans l'État de New York. Les Entretiens donnent également lieu à des échanges d'idées et de bonnes pratiques et ils contribuent à l'avancement des connaissances, ajoute M. Berthiaume. «La principale retombée, c'est le jumelage permanent et la circulation des idées qui se fait, en français», conclut-il.

Collaboratrice du Devoir

21^e Entretiens Jacques-Cartier

La diversité est au rendez-vous

Montréal et Québec se partagent 22 colloques

Il y a une autre première en 2008! À l'occasion du 400^e anniversaire de la capitale québécoise, le Centre Jacques Cartier dépose en deux villes ses colloques. Et il a matière pour le faire: ne sont-elles pas au nombre de 22, ces rencontres où universitaires, spécialistes, politiques, gens d'affaires et experts s'informent et débattent?

De la culture à l'industrie, parlant d'éducation, de santé comme de transport, les spécialistes défilent dans ces rencontres, dont la seule énumération des titres ne laisse pas deviner que, sous un seul thème, ils et elles seront parfois près d'une cinquantaine de personnes à intervenir directement devant des parterres dont les membres se comptent par centaines. Pour démontrer la diversité des sujets touchés lors des 21^e Entretiens Jacques-Cartier, voici une énumération par thèmes, lieux et dates des 22 colloques présentés.

Nanotechnologies organiques et inorganiques
Nouvelles perspectives en électrochimie
École polytechnique
Pavillon J.-Armand-Bombardier
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Textile sans limite
Nouvelles directions en recherche et en création dans le domaine du textile
Marché Bonsecours
Vieux-Montréal
Les 6 et 7 octobre

Persistance virale
Des mécanismes moléculaires aux nouveaux développements en thérapie et prévention
Hôtel Hilton Bonaventure
Montréal
Les 3, 4 et 5 octobre

La Gestion des risques pour la santé
Utopie ou trait de génie
Hôtel Hilton Doubletree
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Viellissement et santé
Comment aider les aînés à mieux traverser les transitions de l'âge?
Auberge Saint-Antoine
Québec
Les 8 et 9 octobre

Technologies de la santé
De l'idée à l'innovation
Marché Jean-Talon
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Comprendre le privé en santé
Université McGill
Faculty Club
Montréal
Le 6 octobre

Électricité et changements climatiques
Marchés du carbone et mesures d'adaptation
Holiday-Inn Montréal-Midtown
Montréal
Le 7 octobre

Matières résiduelles
Les Meilleures Pratiques de traitement et de valorisation des résidus
Hôtel Omni Mont-Royal
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Transports urbains
La Complexe Gouvernance des grands projets
La Biosphère
Montréal
Le 7 octobre

Transport
Modernisation de l'État, sécurité routière et nouvelles logiques de décision
Université Laval
Amphithéâtre Hydro-Québec
Québec
Les 8 et 9 octobre

La Protection du patrimoine
Université de Montréal
Faculté de droit
Montréal
Le 6 octobre

Justice
La Représentation de l'enfant devant les tribunaux
Cour d'appel du Québec
Édifice Ernest-Cormier
Montréal
Le 7 octobre

Société
Le Sens de la liberté
Université du Québec à Montréal
Pavillon Judith-Jasmin
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Les Nouvelles Écritures biologiques
Centre d'archives de Montréal de BANQ
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Éducation
La Prise en compte de la diversité à l'école publique
Université du Québec à Montréal
Pavillon Sherbrooke
Les 6 et 7 octobre

L'Innovation et le développement des entreprises
Quels sont et où sont les bons leviers?
Centre Mont-Royal
Montréal
Les 6 et 7 octobre

La Diversité culturelle en gestion
Une approche comparative
Hôtel Four Points by Sheraton
Montréal
Le 7 octobre

La Gouvernance culturelle des grandes villes
Enjeux et possibilités
Hôtel Hyatt-Regency
Montréal
Les 6 et 7 octobre

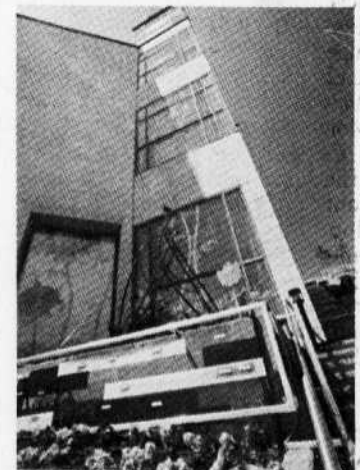
Musées
Horizons du XXI^e siècle
Musée national des beaux-arts du Québec
Québec
Les 9 et 10 octobre

Tourisme
Gastronomie et médias
Université du Québec à Montréal
Pavillon Judith-Jasmin
Montréal
Les 6, 7 et 8 octobre

Patrimoine et la gouvernance des territoires
À la recherche de l'esprit du lieu
Musée de la civilisation
Québec
Les 8, 9 et 10 octobre

Recherche
Responsables scientifiques
École polytechnique
Pavillon J.-Armand-Bombardier
Montréal
Les 6 et 7 octobre

Le Devoir



IDA LABRIE / MUSEE DE LA CIVILISATION
Le Musée de la civilisation, à Québec

Université d'Ottawa

Conférence sur les frontières de la recherche

La disparition du Grand Nord

23 octobre 2008



Image de pièce © 2008 Monnaie royale canadienne - Tous droits réservés / Coin image © 2008 Royal Canadian Mint - All Rights Reserved

Parmi nos conférenciers et conférencières :

Sheila Watt-Cloutier (représentante inuite)
Louis Fortier (Université Laval)
Franklyn Griffiths (University of Toronto)



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

Pour plus de renseignements, consultez le
www.recherche.uOttawa.ca/frontieres

L'Université d'Ottawa se classe parmi les cinq premières universités canadiennes sur le plan de l'intensité de recherche. Elle encourage l'excellence dans ce domaine en fournissant un milieu de travail exceptionnel à des chercheurs et chercheuses de calibre mondial, dont les recherches novatrices profitent à l'ensemble de la société.

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER
MONTRÉAL ET QUÉBEC

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable: NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Lyon et Montréal jumelés depuis 1989

Une relation privilégiée dont profitent le Québec et la région Rhône-Alpes

Pour une libéralisation des échanges entre l'Europe et le Canada

Depuis le milieu des années 1990, des régions françaises ont manifesté leur volonté de coopérer directement avec l'étranger, notamment le Québec. C'est alors qu'est né ce qu'on nomme, dans le jargon technocratique, «la coopération décentralisée». De quoi s'agit-il au juste? Cela comprend toute une série d'accords de coopération signés directement entre le Québec et les régions françaises.

PROPOS
RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN RIOUX

En 1994, la Région Rhône-Alpes fut la première à signer un plan d'action avec la Délégation générale du Québec à Paris, sous l'impulsion du président du conseil régional et du délégué général d'alors. En 1989, elle fut aussi la première à ouvrir au Québec une représentation économique qui s'intéresse aujourd'hui aussi à la culture et au tourisme.

Pourquoi cette complicité entre le Québec et une simple région française? Nous avons posé la question à Jean-Jack Queyranne, président du conseil régional de la Région, et à Raymond Bachand, ministre québécois du Développement économique.

Le Devoir — Quelle importance ont pour vous les relations entre le Québec et la Région Rhône-Alpes? Peut-on parler de liens privilégiés?

Jean-Jack Queyranne — Je me suis rendu au Québec pour la première fois en 1971. J'étais l'un des premiers boursiers de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. J'ai été vraiment étonné par une société bouillonnante de vie, curieuse des autres, riche de sa créativité. Le Québec avait pris le virage de la modernité et s'ouvrait avec intensité au monde sans pour autant perdre son identité.

J'ai été le témoin de cette profonde mutation, qui a fait évoluer notre regard nostalgique — ah, les grands chanteurs Félix Leclerc, Robert Charlebois, Fabienne Thibault que nous aimons tant! —, voire de culpabilité, que les Français pouvaient encore avoir il y a vingt ans. Mes premiers pas au Québec restent empreints de cette ouverture à la modernité, jamais démentie depuis. Je me rappelle en particulier la formation professionnelle, domaine où le Québec était très en avance sur nous.

Le Québec est ainsi pour moi une source d'inspiration permanente par son dynamisme, sa créativité, son ouverture, la convivialité qui caractérise les relations humaines, mais aussi par sa solide détermination à défendre la francophonie et à promouvoir la diversité culturelle, source de développement solidaire et respectueux, jaillissement artistique dont témoignent les nombreux échanges entre Rhône-Alpes et le Québec.

Raymond Bachand — Nos liens d'amitié demeurent nos meilleurs assises, et nos intérêts communs, de formidables moteurs. Ainsi, de nombreux acteurs ont contribué par une participation personnelle à la consolidation et au développement de la richesse des liens entre le Québec et Rhône-Alpes. Tout d'abord, rappelons que le chef-lieu de la Région Rhône-Alpes, Lyon, est jumelé à la ville de Montréal depuis 1989.

Ce qui nous réunit, au-delà des affinités culturelles, ce sont les contraintes face à la mondialisation, la concurrence des pays émergents et la nécessité de survivre économiquement sur des marchés compétitifs. Il paraît donc important de tisser entre nous des alliances stratégiques.

Le Devoir — Y a-t-il des similitudes entre le Québec et Rhône-Alpes? Des différences? Chacun y trouve-t-il son compte?

R. B. — Il y a des similitudes dans le tissu industriel de secteurs comme la chimie, la plasturgie, la transformation des métaux et des biens d'équipement (mécanique et électrique), l'environnement, le textile technique, l'énergie, etc.

On a pu constater d'ailleurs que, dans un secteur comme le textile, l'évolution a été la même de part et d'autre. Il y a 15 ans, le secteur du textile en crise a dû s'orienter vers des textiles qui ont une haute valeur ajoutée. Dans des secteurs hautement compétitifs, il est important de dresser des plans d'action profitables économiquement des deux côtés.

On peut d'ailleurs parler de synergie structurante entre la région Rhône-Alpes et le Québec. Les entreprises québécoises qui visent les marchés européens cherchent à s'implanter dans la région ou à y

lier des partenariats, et les entreprises de la région qui visent les marchés nord-américains font de même au Québec.

J.-J. Q. — À mes yeux, le Québec est riche de sa double culture, francophone et européenne, d'une part, nord-américaine, de l'autre. C'est ce qui lui donne sa force, sa vitalité, son identité. Il est totalement immergé dans le continent nord-américain, mais il conserve des marqueurs européens qui favorisent la compréhension mutuelle et le respect.

Le fait aussi de dialoguer avec un tel interlocuteur, qui a notre taille mais dont les pouvoirs sont plus importants, nous oblige à nous dépasser, à dépasser le «jacobinisme» et la centralisation française, qui sont d'étouffants carcans. Notre société est insuffisamment «régionalisée» et c'est sans doute l'origine de l'atonie de la croissance française. Le dynamisme de nos relations avec le Québec me conforte dans ma conviction qu'il faut aujourd'hui jouer la carte des régions.

Le Devoir — Le président Sarkozy a récemment affirmé que, si les Canadiens sont des amis, les Québécois sont des frères. Cette formule trouve-t-elle à se concrétiser dans les relations qu'entretiennent le Québec et la région Rhône-Alpes?

J.-J. Q. — Assurément, nous faisons partie d'une même famille. Je dois avouer que la force de conviction des Québécois pour porter la défense et la promotion de la diversité culturelle a été une précieuse source d'inspiration pour l'action que j'ai menée en Rhône-Alpes, où nous avons accueilli, il y a tout juste deux ans, le premier Forum pour une mondialisation responsable. Et la mobilisation sans faille pour lutter contre la dilution de la francophonie est une marque d'exigence que nous partageons.

Le jumelage entre Lyon et Montréal, les Entretiens Jacques-Cartier, les échanges entre les étudiants, les partenariats entre nos entreprises et pôles d'innovation sont autant d'exemples qui dépassent les relations institutionnelles pour ancrer dans la durée les marques de fraternité entre les habitants de nos territoires.

R. B. — Chacun a sa formule pour caractériser les relations entre le Québec et la France, mais disons que nos relations sont exceptionnelles. Il existe énormément de maillages avec les régions françaises. Au cours des années se sont tissés de véritables liens d'amitié qui dépassent souvent les liens d'affaires, ce sont aussi des liens culturels et personnels. Bref, une vraie camaraderie.

Le Devoir — Les universités sont-elles au cœur de ces relations? Ces échanges ont-ils suscité la création d'entreprises venues du Québec ou de la Région Rhône-Alpes?

J.-J. Q. — Avec les Entretiens Jacques-Cartier, nous avons un exemple concret de la force que représente la mise en réseau des compétences en matière d'enseignement supérieur et de recherche. À ma connaissance, il n'y a pas de cas recensé d'entreprise directement créée ou de transaction réalisée, mais la mobilisation du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche crée les conditions d'émergence de nouveaux partenariats. De manière plus globale, notre région est engagée avec détermination pour soutenir la mobilité des jeunes à l'international. C'est l'un des piliers de la compétitivité économique pour nos territoires. La forte mobilisation des étudiants — ils sont plus de 600 Rhônalpins à traverser l'Atlantique en 2008 — est aussi le signe de la vitalité des accords entre les universités.

R. B. — Je participe depuis environ une décennie aux Entretiens Jacques-Cartier. J'y avais même organisé un colloque sur le capital de risque, il y a plusieurs années. Au départ, les Entretiens étaient surtout l'occasion de présentations académiques. Puis, on s'est intéressé à l'expérience des universités dans leurs créneaux respectifs sur des thèmes d'actua-



ERIC FEFFERBERG APF

Jean-Jack Queyranne, président du conseil régional de la région Rhône-Alpes

lité, à la valorisation et au transfert des résultats de la recherche en général. Ces deux dernières années, les Entretiens ont été l'occasion d'aborder spécifiquement les questions liées au maillage entreprise-université. L'édition de 2008 porte davantage sur cet aspect, par exemple avec le colloque sur l'innovation et le développement des entreprises.

Les retombées des Entretiens sont difficilement quantifiables. Elles se mesurent plutôt en fonction de l'émulation d'idées, de la diffusion de connaissances de pointe, du développement de la culture scientifique, du développement de réseaux et d'échanges entre universitaires et industriels français et québécois.

Le Devoir — Le Québec et la région Rhône-Alpes profiteraient-ils d'un traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne?

J.-J. Q. — Dans le cycle de Doha, en dehors des questions agricoles, le Canada et l'Union européenne se sont retrouvés sur la même ligne pour défendre une démarche ambitieuse. Le ministre de l'Industrie canadien a commandé un rapport sur la révision du cadre de l'investissement étranger et de la concurrence intérieure au Canada. Il en ressort des propositions de libéralisation, progressive et à certaines conditions, de plusieurs secteurs-clés. Le rapport appelle à la conclusion des négociations «ciel ouvert» avec l'Union européenne, mais ses contreparties ne satisfont pas aux conditions de la Commission. Les libéralisations sectorielles attendues présentent des intérêts pour la France et l'Europe et donc pour la région Rhône-Alpes. C'est dans cet esprit que j'ai récemment signé une demande émanant de régions européennes partenaires et du Québec pour que les négociations soient ouvertes rapidement.

Au Canada, l'accès à un certain nombre de secteurs d'activité reste en effet relativement restreint aux étrangers, notamment les services financiers, les télécommunications et les transports. Dans d'autres secteurs comme la grande distribution, où la distribution américaine est omniprésente, notre région est notablement absente.

L'accord envisagé par le Québec irait au-delà des ententes commerciales habituelles concernant les tarifs et les autres barrières non tarifaires. Je pense par exemple à la reconnaissance des qualifications professionnelles, qui faciliterait la circulation des travailleurs qualifiés et accroîtrait le commerce des services et l'implantation d'entreprises de part et d'autre de l'Atlantique.

Cet accord novateur devrait aussi viser la coopération en matière de réglementation et de développement de normes et de règlements techniques et faciliter les procédures douanières et de sécurité. Bien entendu, l'investissement de notre Région reste dépendant de l'évolution de l'environnement économique en Amérique du Nord.

R. B. — Les dirigeants d'entreprise que nous rencontrons en Europe sont favorables à la signature d'un tel traité entre l'Union européenne et le Canada. Une centaine de dirigeants d'entreprise ont récemment adressé une lettre à Bruxelles pour soutenir ce projet. Le plus bel exemple de la coopération franco-québécoise dans ce domaine, c'est la mission commune que nous avons menée avec la France au Mexique, l'an dernier. On n'avait jamais vu ça, deux pays qui se mettaient d'accord pour entreprendre une mission économique ensemble. Un accord Europe-Canada multiplierait ces initiatives.

Le Devoir — Quelles retombées voyez-vous au projet d'accord sur la mobilité de la main-d'œuvre que négocient actuellement le Québec et la France?

J.-J. Q. — Sur le terrain de la mobilité professionnelle, je rappelle que notre Région, en collaboration avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), a lancé dès 2005 un dispositif à destination des jeunes professionnels québécois qui souhaitent élargir leur expérience et développer leurs compétences dans les entreprises rhônalpines.

Le projet négocié entre le Québec et la France s'inscrit en complément des points évoqués précédemment concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles. Il constitue ainsi une évolution naturelle de nos relations avec le Québec et s'inscrit de surcroît dans notre stratégie régionale pour renforcer les échanges professionnels entre les pôles d'excellence de Rhône-Alpes et nos partenaires.

Ce projet d'accord renforcera la reconnaissance des compétences et la souplesse dans le recrutement, mais il favorisera également la formation tout au long de la vie, en permettant aux Québécois et aux Rhônalpins d'acquiescer et d'élargir leurs expériences professionnelles.

R. B. — Cet accord sur la mobilité de la main-d'œuvre sera unique au monde. Bien sûr, la mobilité existe dans l'Union européenne. Elle existe aussi au Canada, malgré certains blocages. Nous voulons créer de la fluidité afin qu'un ingénieur d'Alstom puisse travailler à Montréal ou à Paris. Nous voulons qu'un technicien de Bombardier puisse travailler indifféremment à Crespin, en France, ou à La Pocatière, au Québec. Un peu à l'image de ce que la Suisse a négocié avec l'Europe.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Raymond Bachand, ministre québécois du Développement économique

Le Devoir — Les administrations française et québécoise sont-elles très différentes? Ont-elles néanmoins des choses à apprendre l'une de l'autre?

J.-J. Q. — Comme je l'ai évoqué précédemment, le Québec est fort de la nature fédérale du Canada. Dans notre pays jacobin, nous n'avons pas les mêmes pouvoirs. Notre administration est marquée par la centralisation, qui engendre beaucoup de rigidités. Mais nous faisons aussi partie du même espace géopolitique et économique, dans lequel la mondialisation inclut des contraintes semblables. J'évoquerais plutôt ce qui nous rassemble, comme la place importante accordée à l'État-providence, la présence de structures d'économie mixte comme Hydro-Québec, qui est un peu le pendant de notre EDF... Des points de ressemblance dans un océan libéral où le Québec se défend bien.

R. B. — Les différences culturelles sont importantes. Un patron français qui arrive au bureau le matin serre la main et embrasse tout le monde. Nous sommes plus nord-américains. Nous avons moins le sens de la hiérarchie. Les relations humaines sont moins formelles. Ce qui n'empêche pas les Français d'avoir une productivité extraordinaire. Sous des apparences un peu rigides, les entreprises françaises sont très productives.

Le Devoir — Y a-t-il des moments où le président du conseil régional de Rhône-Alpes rêverait d'être ministre au Québec, et le ministre québécois du Développement économique, président du conseil régional de Rhône-Alpes? De quoi êtes-vous le plus jaloux dans l'autre région?

J.-J. Q. — Nos relations ne se situent ni sur le terrain de la frustration, ni de la jalousie. Je crois l'avoir démontré dans mon propos. De surcroît, la fonction de ministre ne m'est pas étrangère, puisque je l'ai exercée durant cinq ans au niveau national. Mais j'aimerais disposer des pouvoirs économiques et culturels du gouvernement québécois. La France connaît une panne de croissance. Faute d'être suffisamment régionalisée, elle aura bien des difficultés à rebondir.

R. B. — J'admire beaucoup la technologie française. La France est un pays de haute technologie avec de très grandes entreprises dans tous les secteurs. C'est un peuple d'ingénieurs et de scientifiques. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux.

Correspondant du Devoir à Paris

Un doctorat honoris causa décerné sous l'égide de l'ÉTS



Madame Maryse François-Xausa, docteure honoris causa de l'École de technologie supérieure

Dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier 2008, l'Université du Québec, sous l'égide de l'École de technologie supérieure, est fière de décerner un doctorat *honoris causa* à Madame Maryse François-Xausa, vice-présidente de Global R&D et Product Management de la société Alstom Hydro, à Grenoble.

En lui remettant ce diplôme honorifique, l'ÉTS tient à souligner des deux côtés de l'Atlantique son apport exceptionnel au milieu du génie et des affaires.

Ingénieure diplômée de l'École Polytechnique, en France, Madame François-Xausa est très engagée dans les milieux scientifique et socio-économique tant grenoblois que français. Elle est également fort bien connue du milieu québécois de l'hydroélectricité.

Au service d'Alstom depuis 1986, Madame François-Xausa a participé de façon active à des projets d'envergure, dont les plus connus sont ceux des Trois Gorges en Chine, et d'Eastmain, au Québec.

Leader mondial dans le domaine des infrastructures d'énergie et du transport ferroviaire, Alstom est présente dans 70 pays et emploie quelque 76 000 personnes.

Université du Québec
École de technologie supérieure

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Industrie et création

Le textile a pris le tournant des tissus électroniques et intelligents

« Nous arrivons à tisser des artères que l'on peut ensuite implanter chez un patient »

Ces dernières années, l'industrie du textile dans les pays occidentaux a souffert de la concurrence des pays émergents, capables de fabriquer des vêtements à meilleur coût. Est-ce à dire que le textile dans les pays occidentaux est mort? Au contraire, il se taille aujourd'hui un nouvel avenir.

PIERRE VALLÉE

Jean-Pierre Gallet, directeur de l'Institut textile et chimique (ITECH) de Lyon, et Ingrid Bachmann, professeure d'arts textiles à l'université Concordia, sont optimistes quant à l'avenir qui attend l'industrie textile. À partir d'approches différentes, l'une industrielle, l'autre artistique, leurs points de vue pourtant convergent. Non seulement le textile a-t-il un avenir, mais les possibilités qu'il offre font rêver. « C'est du côté du textile industriel et technique qu'il faut se tourner », avance Jean-Pierre Gallet. Et Ingrid Bachmann de rajouter: « Nous commençons à voir les possibilités qu'offre le textile électronique et intelligent. »

En plus de former des ingénieurs, l'ITECH met ses chercheurs et ses laboratoires au service des entreprises régionales. « Nous faisons partie d'un pôle de compétitivité, le TECHTERA, pour technique textile Rhône-Alpes, et nous avons identi-

fié neuf marchés industriels où le textile est prometteur. Cela va du transport à la santé. »

La santé dans la mire

Lors du colloque *Textiles sans limite*, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, Jean-Pierre Gallet viendra présenter les derniers développements, réalisés par l'ITECH et ses partenaires, dans le domaine des textiles industriels pour le milieu de la santé. Parmi les premières applications à voir le jour, il y a les textiles antibactériens que l'on utilise autour de la plaie chirurgicale en bloc opératoire. Il y a aussi les pansements dans lesquels on a intégré un principe cicatrisant pour le traitement des blessures.

« Nous sommes allés encore plus loin et nous avons pensé à la partie hôtelière de l'hôpital. Nous avons réussi à fixer par voie chimique, soit par irradiation électronique aux rayons gamma, des principes antibactériens de façon permanente sur des

tissus comme le coton. Ce tissu peut servir à confectionner des draps, et le principe antibactérien est permanent et résiste au lavage. L'utilisation de ce type de draps peut aider à réduire les infections nosocomiales. »

Les techniques de tissage ainsi que l'apparition de nouveaux matériaux font en sorte qu'il est possible aujourd'hui de tisser un matériau en trois dimensions. « C'est ce que nous faisons avec les implants vasculaires. Nous arrivons à tisser, on devrait plutôt dire "tricoter", des artères que l'on peut ensuite implanter chez un patient. Et comme nous utilisons des matériaux biocompatibles, les risques de rejet sont amoindris. » L'utilité de ce textile saute aux yeux. Plus besoin de prélever un bout de veine lors d'un pontage coronarien.

Les chercheurs que représente Jean-Pierre Gallet ont aussi fait une importante incursion dans le domaine de la médecine à distance. « Nous avons conçu un t-shirt qui intègre des capteurs dans le tissu et qui permet de suivre un malade à distance. Ces capteurs permettent de connaître en tout temps les signes vitaux du patient et peuvent avertir lorsqu'il y a une chute de tension, par exemple. » Les données sont transmises à l'infirmière ou au médecin qui assure le suivi.

Les tissus intelligents

Dans ce dernier cas, il s'agit de ce que l'on nomme maintenant des tissus intelligents. Et c'est ici que se rejoignent les deux univers de Jean-Pierre Gallet et Ingrid Bachmann. « Dans le milieu des arts et de la culture, explique cette professeure en arts textiles, le textile a pris le tournant des tissus électroniques et intelligents. » Par ailleurs, l'université Concordia possède le plus important département d'arts textiles électroniques au Canada.

Comment cela fonctionne-t-il? « On intègre à des tissus ordinaires des fils conducteurs qui transmettent des courants électroniques. C'est comme si l'on faisait de la broderie avec des fils électroniques. » Cette nouvelle technologie permet d'explorer de nouveaux univers artistiques. « Par exemple, on crée des tissus qui répondent et réagissent aux frottements ou au réchauffement du corps. » On a donc confectionné une robe qui intègre des circuits électroniques menant à des capteurs et des ampoules LED. Les capteurs perçoivent les frottements, transmettent les signaux aux ampoules, qui s'allument en réaction. On peut même donner une mémoire au circuit, de sorte que la réaction s'atténue avec le temps pour être remplacée par un

nouveau frottement. On imagine l'outil dans les mains d'un chorégraphe inventif. »

Mais les découvertes au sein du milieu culturel n'ont pas que des applications artistiques. « Ce sont les mêmes technologies que nous utilisons qui permettent de fabriquer des tissus intelligents capables de suivre un patient à distance. Nous travaillons présentement à l'élaboration d'un clavier en textile. Ce clavier pourrait remplacer le clavier en plastique que l'on connaît, mais il pourrait aussi être intégré à un vêtement, comme une jupe, ce qui permettrait de taper tout en se déplaçant. » Les techniques de tricotage en trois dimensions, que les artistes utilisent pour fabriquer des sculptures en textiles, pourraient aussi servir pour l'élaboration de nouveaux textiles industriels. « Partout dans l'industrie, on cherche à remplacer certains matériaux, plus lourds comme l'acier, par d'autres matériaux plus légers mais aussi résistants, d'où l'intérêt pour le textile. »

Multidisciplinarité et innovation

Ingrid Bachmann est convaincue que la rencontre entre le milieu industriel et le milieu artistique ne peut être que bénéfique

pour les deux. « Déjà, notre démarche en arts est de plus en plus multidisciplinaire. Et je ne vois pas pourquoi il ne serait pas profitable de rapprocher les arts et les sciences. Les artistes ont l'habitude des processus créateurs et de la recherche de solutions. Ils ont aussi l'habitude de penser hors des sentiers battus. Je crois qu'ils ont une contribution à faire qui nous rendra tous plus compétitifs. »

« Pour réussir aujourd'hui, il faut innover, souligne Jean-Pierre Gallet, de l'ITECH. Et on innove mieux en équipe, et c'est ce que l'on fait dans notre région de Rhône-Alpes. Il faut s'ouvrir aux autres et aux nouvelles idées. On a aujourd'hui des applications dans le textile que l'on aurait même pas pu imaginer il n'y a pas si longtemps de cela. Alors, qui sait? Mais ce que je sais, par contre, c'est que la renaissance de l'industrie du textile passe par les textiles industriels et intelligents. »

Collaborateur du Devoir

■ *Textile sans limite: nouvelles directions en recherche et en création dans le domaine du textile*, les 6 et 7 octobre, à la salle Ville-Marie du Marché Bonsecours, 350, Saint-Paul Est, dans le Vieux-Montréal.

Après le travail

Le bien-vieillir se prépare, mais ne s'achète pas à 82 ans!

« Les tabous devront être battus en brèche »

En France comme au Québec, la population vieillit. Aussi, de part et d'autre, des programmes ont été mis en place pour répondre aux besoins des aînés. Si ceux-ci diffèrent dans leur structure, ils sont toutefois basés sur la même démarche: imaginer, structurer et mettre en place des programmes multidimensionnels tenant compte de l'hétérogénéité de la population.

ESTELLE ZEHLER

L'espérance de vie a grimpé considérablement dans nos sociétés, grâce à l'évolution des connaissances et à notre mode de vie. De plus, du fait de la courbe démographique, les aînés sont de plus en plus nombreux. « C'est pourquoi, affirme Pierre Jamet, directeur général des services du conseil général du Rhône, le bien-vieillir est une responsabilité de société. » À charge, donc, de la société de mettre en place les conditions qui feront en sorte que nous vieillirons au mieux.

Le colloque *Vieillesse et santé: comment aider les aînés à traverser les transitions de l'âge* explorera les expériences québécoises et françaises, leurs succès et leurs échecs. Beaucoup de similitudes rassemblent ces deux régions géographiques. La France a toutefois vécu le vieillissement de sa population sur une période d'une centaine d'années, tandis que, pour le Québec, il s'est condensé sur 25 années. « De plus, poursuit Yves Joannette, directeur de la recherche au centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (IUGM), en raison de facteurs qui tiennent à l'organisation du travail et des professions au Québec, nous pratiquons depuis plusieurs années une profonde interdisciplinarité, d'où découle une facilité à travailler en conjuguant différentes disciplines et professions. » Cette démarche est vitale, puisque les défis du vieillissement présentent de nombreuses facettes.

Révolution culturelle

Or, trop souvent, l'attention se braque sur le seul aspect médical, sur la perte d'autonomie. Pourtant, établir des mesures selon un spectre plus large permettrait de mieux contribuer au bien-vieillir. Cara Tannenbaum, gériatre et chercheuse à l'IUGM, abonde en ce sens: « Par exemple, en matière de prévention et de promotion de la santé, on néglige cette formidable fenêtre d'opportunités qu'offre la période de 50 à 80 ans. Il y a des choses faciles à prévenir tant au niveau de l'ostéoporose que de la perte musculaire ou osseuse, de la santé mentale, de l'isolement... » Le bien-vieillir se prépare, mais ne s'achète pas à 82 ans. La prévention devrait démarrer le plus tôt possible, voire déjà à l'adolescence, en vue d'en récolter les fruits à un âge plus mûr.

En fait, toutes les segmentations sociales liées à l'âge volent en éclats. Le temps où à chaque âge était réservée une activité est révolu. « La société, indique Pierre Jamet, doit s'adapter à ces nouvelles réalités. Les tabous devront être battus en brèche. » Cela concerne également l'activité professionnelle. Aujourd'hui, on pénètre dans le marché du travail souvent plus tard qu'autrefois et, selon le cas, on en sort également plus tôt. « Il va falloir, poursuit-il, rééquilibrer les choses, ce qui suppose l'allongement de la durée de travail ou la création d'un système transitoire. » Il pourrait s'agir d'une activité plus légère, moins stressante, soit un trait d'union entre une période d'activité professionnelle forte et la période plus calme de la retraite, qui n'exigerait pas forcément de reconduire l'âge de la retraite. Nos sociétés gagneraient à soutenir la transmission du savoir de nos aînés aux plus jeunes, qu'il soit professionnel ou culturel.

Il faut souligner que la situation française se singularise. « Dans la plupart des cas, souligne Yves Joannette, la retraite est obligatoire et relativement subite, contrairement au Québec où plus de latitude est offerte aux travailleurs. » Selon le milieu de travail, il sera par exemple possible, outre l'éventualité de poursuivre son activité professionnelle, de prendre une retraite progressive. Certaines personnes choisissent aussi de créer leur propre entreprise après la retraite, ou d'aller à l'université, ou encore de faire du bénévolat. « La population âgée est très hétérogène, ponctue Cara Tannenbaum, il importe donc de lui offrir toute une palette de choix. » Les aînés n'acceptent plus d'être confinés dans des rôles préconçus.

Optimiser le milieu de vie

Outre la cessation d'activité, le chapitre du logement et de l'urbanisme est également en défaut.

L'une des priorités, estiment Pierre Jamet et Yves Joannette, réside dans le problème de l'adéquation du logement aux personnes qui sont en phase de vieillissement. Ainsi, à l'intérieur de l'habitat, la cuisine et la salle de bain n'ont jamais été pensées en fonction des personnes âgées. De même, côté extérieur, l'environnement doit être adéquat et proposer notamment des transports en commun. « Nous sommes très loin des expériences danoises, regrette Yves Joannette. En effet, villages et villes adaptés aux personnes âgées y sont très répandus. » Des efforts sont déjà relevés, que ce soit au Québec ou en France, mais nettement insuffisants. De plus, il reste encore considérablement à enrichir la palette d'options offertes, telle que l'optique intergénérationnelle.

Néanmoins, développer le logement seul serait inutile si les services et soins à domicile n'étaient pas déployés corrélativement, soit un domaine dans lequel les insuffisances sont criantes. Désormais, les personnes sont de moins en moins hospitalisées. « Cependant, rapporte Pierre Jamet, il n'y a pas encore eu de rencontre entre l'évolution des techniques médicales et ceux qui sont compétents en matière d'urbanisme et de logement. Nous en sommes encore largement au stade expérimental. Des opérations tout à fait significatives ont déjà vu le jour, mais il s'agit d'initiatives individuelles et non pas d'une politique globale ambitieuse et nationale. »

En sus, au-delà de l'aspect technologique et des services et soins prodigués, une pression énorme repose sur l'entourage. « Les proches aidants, estime Yves Joannette, sont un élément dans l'équation du maintien à domicile qui n'est pas banal. » Or le soutien qui leur est offert est largement déficitaire. La gamme des services est très vaste, il est question de cuisine, d'épicerie, de déplacements à la banque, d'entretien du jardin...

L'incontournable dimension du genre

Il est par ailleurs une condition sine qua non relative à l'ensemble de ce qui précède. « Toute initiative, explique Cara Tannenbaum, devrait être soumise à une approche sexuée afin de déterminer si les besoins des femmes et des hommes convergent ou divergent. » Pour avoir mené plusieurs recherches à partir de cet angle, elle a relevé nombre de différences. La proportion des femmes est élevée dans la population des aînés. Or elles se caractérisent très souvent par une plus grande pauvreté. De ce fait, elles ne possèdent pas de voiture. La négligence de cette dimension s'opérerait à leurs dépens.

Il y a quelques temps, par exemple, l'état de santé d'une de ses patientes requerrait des soins. « J'avais, pour ce cas, un traitement conservateur gratuit, mais, s'indigne-t-elle, cette femme n'avait pas les moyens pour venir, du fait de l'absence de transport en commun proche de son domicile, le taxi étant hors de portée de sa bourse. » La gratuité des soins était donc insuffisante. Autre exemple, il apparaît que les femmes participent moins aux programmes de réadaptation après une crise cardiaque. Pourquoi? Ont-elles besoin de conseils ou d'un environnement différents? Est-ce parce qu'on pense que les problèmes cardiaques concernent les hommes? Est-ce parce qu'elles sont plus pauvres?

Aider les aînés à mieux vivre les transitions de l'âge appelle la mise en œuvre de programmes multidimensionnels, originaux et diversifiés. Prévention et promotion de la santé, redéfinition de la période d'activité, adaptation du logement et de l'environnement, développement des soins et services à domicile, soutien aux proches aidants ne sont que quelques aspects du bien-vieillir.

Collaboratrice du Devoir

■ *Vieillesse et santé: comment aider les aînés à mieux traverser les transitions de l'âge*, les 8 et 9 octobre, à l'Auberge Saint-Antoine, 8, rue Saint-Antoine, Québec.

L'Université McGill atteint sans cesse de nouveaux sommets à l'échelle internationale.

La force de sa réputation émane de ceux qui l'habitent : avec des étudiants provenant de 160 pays et un corps professoral dont les percées transforment le monde, McGill s'est hissée en 2007 au 12^e rang du classement universitaire mondial *Times Higher-Ed*.

L'Université McGill souhaite la bienvenue à tous les participants aux Entretiens du Centre Jacques Cartier, rendez-vous incontournable permettant de susciter une réflexion sur les débats qui touchent notre société.



ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Recteurs et présidents d'universités se rencontrent

La recherche sera planétaire ou ne sera pas

En Rhône-Alpes émerge un pôle universitaire qui regroupe 20 établissements de Lyon et de Saint-Étienne

Le Conseil supérieur de l'éducation a proposé, dans un avis rendu en 2005, de soutenir les professeurs pour qu'ils accèdent aux groupes de recherche internationaux et de consolider les alliances conclues avec les universités partenaires à l'étranger. La préoccupation pour l'internationalisation de la recherche existe de part et d'autre de l'Atlantique. C'est le thème retenu cette année pour la rencontre entre recteurs et principaux d'université du Québec et du Canada et présidents d'université et directeurs de grande école de la région Rhône-Alpes en France, dans le cadre de la XXI^e édition des Entretiens du Centre Jacques Cartier.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Les recteurs et principaux d'université du Québec et du Canada et les présidents d'université et directeurs de grande école de la région Rhône-Alpes en France auront l'occasion de partager leurs expériences et d'échanger des idées et des bonnes pratiques lors d'une matinée de réflexion qui aura lieu le 6 octobre à l'université Concordia, à Montréal.

Il sera question en particulier de l'internationalisation de la recherche. «On discute souvent de l'internationalisation de l'éducation en général. Par là, on entend souvent l'échange d'étudiants et parfois l'échange de professeurs. Mais, de plus en plus, il est nécessaire de faire des échanges en ce qui concerne la recherche. Cela peut enrichir la recherche qui se fait dans différents domaines. On va explorer cela», indique Judith Woodsworth, rectrice et vice-chancelière de l'université Concordia.

L'idée est de discuter non seulement du contenu des recherches, mais aussi des mécanismes de la recherche, de la façon dont elle est structurée et de son financement par les gouvernements ou par le secteur privé, ajoute la rectrice. «De plus en plus, on cherche des moyens de financer des recherches qui peuvent réunir des chercheurs de différents pays», mentionne-t-elle notamment en guise de piste de réflexion.

Enjeux mondiaux

Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal, fait valoir que les connaissances doivent être universelles et que certaines recherches portent en outre sur des enjeux globaux, par exemple le réchauffement climatique. «Chaque université, dans son contexte géographique, a la responsabilité d'en étudier les causes, les remèdes, etc. Mais le problème étant global, chaque établissement a aussi la responsabilité de mettre, avec les autres universités, les morceaux du puzzle ensemble, puisque cela prend une solution complète.»

M. Vinet affirme également qu'il sera intéressant d'échanger sur les formules mises de l'avant de part et d'autre pour financer la recherche et aussi de voir s'il est possible pour les universités québécoises de prendre part à des programmes français ou européens de soutien à la recherche. Il mentionne par exemple que la participation du Québec au programme-cadre pour la recherche et le développement de l'Union européenne n'est pas très grande, comparativement à celle de certains

États, comme Israël. «C'est tributaire évidemment des contributions qui sont faites par les pays.»

Luc Vinet évoque également la possibilité de partenariats transnationaux entre deux établissements ou entre une université et une entreprise privée. Selon lui, une autre piste de réflexion concerne la possibilité de développer des relations trilatérales entre un établissement du Québec, un autre de la région Rhône-Alpes et un autre situé ailleurs qui est déjà partenaire du premier ou du second. Les universités ou grandes écoles pourraient ainsi développer de nouvelles relations à partir de celles qu'ont leurs partenaires actuels.

Il faut à la fois défendre la publication d'articles en français et traduire certains travaux en anglais pour ratifier un plus large public

Réseaux

«Un projet de recherche doit être compétitif sur un plan planétaire et nécessite des données importantes, notamment dans les domaines des sciences de la vie et de la physique, et donc la participation d'un grand nombre d'équipes, qui doivent être mises en réseau», affirme pour sa part Lionel Collet, président de l'université Claude-Bernard Lyon-1. «L'objectif est d'arriver à définir les grands thèmes de recherche de demain et les équipes de recherche de nos différents pays qui pourraient collaborer.» Selon M. Collet, il importe d'inciter les chercheurs à développer des collaborations internationales et de les accompagner dans cette démarche. Il peut par exemple être opportun d'accorder une reconnaissance particulière et des moyens additionnels aux équipes de recherche qui tissent de telles collaborations.

Olivier Faron, directeur de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines (ENSLSH), évoque lui aussi un certain nombre d'enjeux liés à la question de l'internationalisation de la recherche. Il souligne par exemple l'importance de la mobilité des chercheurs. Il indique que les établissements de Lyon et de Grenoble souhaitent favoriser l'accueil de chercheurs étrangers de très haut niveau et s'interrogent sur les mécanismes les plus appropriés pour le faire. Il soulève par ailleurs la question des règles d'évaluation internationale et la nécessité pour les chercheurs d'être performants et d'avoir un bon dossier de publications. Selon lui, il faut à la fois défendre la publication d'articles et d'ouvrages en français et traduire certains travaux en anglais pour qu'un plus large public puisse en prendre connaissance.

M. Faron fait par ailleurs état de la création en



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'internationalisation de la recherche sera au cœur de la rencontre entre les recteurs d'université, qui se rencontreront à l'université Concordia.

France de réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA) et de réseaux thématiques de recherche et de soins (RTRS). Le RTRA en sciences humaines et sociales porté par l'ENSLSH accueille des chercheurs étrangers pour une durée de cinq ou dix mois.

Regroupement d'établissements

L'université Claude-Bernard Lyon-1 et l'École normale supérieure lettres et sciences humaines font toutes deux partie du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) Université de Lyon, qui regroupe 20 établissements de Lyon et de Saint-Étienne. La politique de relations internationales doit être portée non pas par chacun des établissements, mais par le PRES Université de Lyon; elle doit être coordonnée, affirme M. Faron.

Le gouvernement français a retenu en mai un projet présenté par le PRES Université de Lyon

dans le cadre de l'Opération campus, qui vise à «rénovier et à redynamiser les campus existants grâce à un investissement massif et ciblé, pour créer de véritables lieux de vie, fédérer les grands campus de demain et accroître leur visibilité internationale». Il a opté dans ce cadre pour la formule du partenariat public-privé. L'Opération campus a notamment pour objectif de renforcer l'attrait des établissements, souligne M. Collet. Les projets retenus en mai, dont celui de Lyon, doivent être finalisés d'ici la fin du mois de novembre.

Les recteurs, principaux d'université et directeurs d'école se réuniront en rencontre fermée dans la matinée du lundi 6 octobre, à la suite de l'invitation lancée par Judith Woodsworth, de l'université Concordia.

Collaboratrice du Devoir

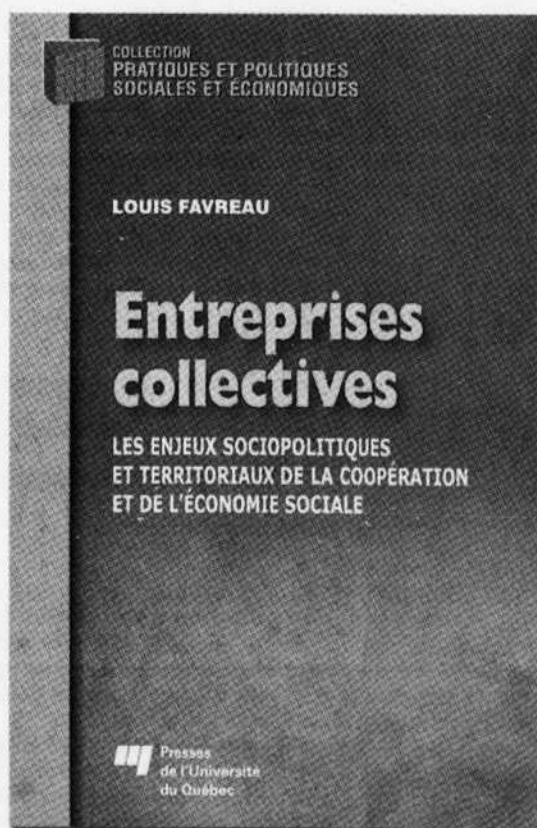


Presses
de l'Université
du Québec

En vente chez
votre libraire préféré

www.PUQ.ca

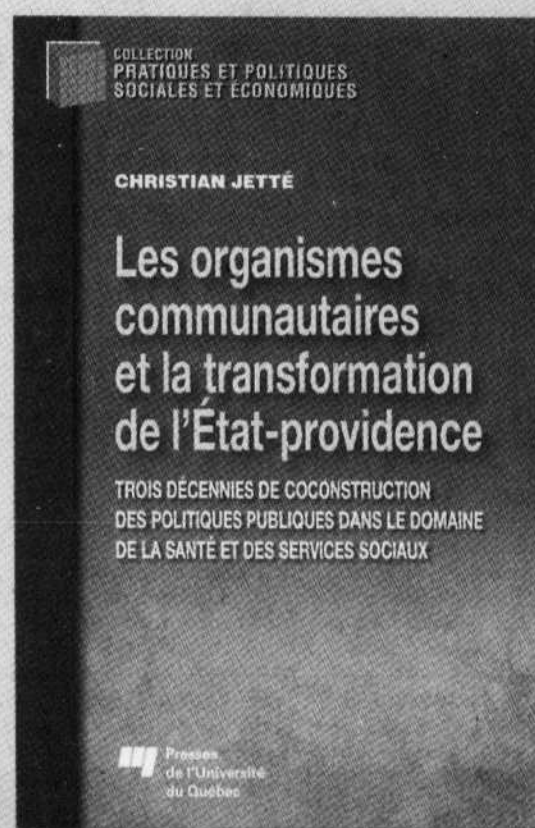
10010
10011
10012
10013
10014
10015
10016
10017
10018
10019
10020
10021
10022
10023
10024
10025
10026
10027
10028
10029
10030
10031
10032
10033
10034
10035
10036
10037
10038
10039
10040
10041
10042
10043
10044
10045
10046
10047
10048
10049
10050
10051
10052
10053
10054
10055
10056
10057
10058
10059
10060
10061
10062
10063
10064
10065
10066
10067
10068
10069
10070
10071
10072
10073
10074
10075
10076
10077
10078
10079
10080
10081
10082
10083
10084
10085
10086
10087
10088
10089
10090
10091
10092
10093
10094
10095
10096
10097
10098
10099
10100
10101
10102
10103
10104
10105
10106
10107
10108
10109
10110
10111
10112
10113
10114
10115
10116
10117
10118
10119
10120
10121
10122
10123
10124
10125
10126
10127
10128
10129
10130
10131
10132
10133
10134
10135
10136
10137
10138
10139
10140
10141
10142
10143
10144
10145
10146
10147
10148
10149
10150
10151
10152
10153
10154
10155
10156
10157
10158
10159
10160
10161
10162
10163
10164
10165
10166
10167
10168
10169
10170
10171
10172
10173
10174
10175
10176
10177
10178
10179
10180
10181
10182
10183
10184
10185
10186
10187
10188
10189
10190
10191
10192
10193
10194
10195
10196
10197
10198
10199
10200



Louis Favreau
Collection Pratiques et politiques sociales et économiques

Au cours de la dernière décennie, les entreprises collectives du Québec sont entrées dans une nouvelle ère tant grâce au renouveau coopératif qu'au virage économique effectué par une partie du mouvement communautaire urbain. Premier ouvrage d'ensemble sur cette « autre économie » qui fait appel aux sciences économiques et sociales, ce livre ne se contente pas d'en égrainer les succès : il en étudie les origines, les conditions d'émergence, les fondements économiques, éthiques et sociaux, la contribution au développement des territoires, l'architecture politique des regroupements nationaux, les rapports aux pouvoirs publics, le bilan de la dernière décennie et la trajectoire internationale.

346 pages • 39\$



Christian Jetté
Collection Pratiques et politiques sociales et économiques
Lauréat du prix de l'IREC 2006

S'appuyant sur un impressionnant corpus de données statistiques et documentaires ainsi que sur une quarantaine d'entrevues effectuées auprès d'acteurs des milieux gouvernementaux et communautaires, ce livre a pour ambition d'analyser l'essor des organismes communautaires à travers toutes les phases de développement de l'État-providence : de son émergence au début des années 1970 jusqu'à son déclin (du moins, dans sa forme traditionnelle) et sa redéfinition au cours 1990 et 2000.

438 pages • 40\$



La Ville de Québec se réjouit de la tenue
des *Entretiens Jacques-Cartier*
sur son territoire.
Bienvenue à tous!

VILLE DE
QUÉBEC

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Transport

En France, 10 000 vies ont été sauvées en 5 ans...

Au Québec, «on parle peut-être peu de la sécurité routière, mais c'est la première cause de décès chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans»

Des dizaines d'experts se réuniront à l'université Laval, les 8 et 9 octobre, pour partager leurs savoirs dans le cadre du Colloque international en sécurité routière, qui aura pour thème «Modernisation de l'État, sécurité routière et nouvelles logiques de décision en transport». Deux acteurs de premier plan nous en parlent.

THIERRY HAROUN

Les grands thèmes dont il sera question lors du colloque international en sécurité routière organisé à l'occasion de la tenue des 21^{es} Entretiens Jacques-Cartier toucheront des enjeux aussi importants que la gouvernance, les infrastructures, la sécurité routière et les substances illicites (nouveaux outils de travail et contraintes juridiques), ainsi que la reconnaissance des métiers de la sécurité routière. Evidemment, on garde le meilleur pour la fin, puisque la table ronde de clôture aura pour matière à réflexion la question existentielle suivante: «Le coût de la sécurité routière: qui doit payer?».

Ce colloque vise une meilleure compréhension des liens entre les principales composantes du système de gouvernance de sécurité routière, à savoir l'État, les forces de l'ordre, les systèmes d'assurance, les diverses associations de victimes de la route, le corps médical et les médias (qui contribuent fortement à la diffusion — ou non — des messages de sécurité ou d'insécurité, et donc à la façon dont le sujet est traité dans l'espace public).

En clair, explique-t-on, «les relations entre ces différentes catégories d'acteurs font système — au sens où elles sont interdépendantes — et doivent donc être considérées comme une configuration d'ensemble».

En entrevue téléphonique, François Bellavance, directeur du Laboratoire sur la sécurité des transports au Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise, la logistique et le transport (CIRRELT) et l'un des responsables scientifiques du colloque, précise que «ce colloque, qui sera multidisciplinaire, tentera de voir notamment à ce que l'État n'ait pas à travailler en solo».

Le comportement humain est en cause dans 80 % des accidents de la route

M. Bellavance, chercheur et statisticien de formation, rappelle dans cette logique que, à la fin de 2005, le ministère québécois des Transports, alors sous la responsabilité du ministre Michel Després, avait fait un pas dans la bonne direction en mettant sur pied la Table québécoise de la sécurité routière, réunissant une quarantaine de partenaires dont les corps policiers, l'industrie du camionnage et du taxi, les commissions scolaires, les municipalités, les chercheurs et divers ministères, dont celui de la Santé.

Joint en France, Guy Bourgeois, directeur de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et président du colloque, note de son côté que l'idée maîtresse de cette rencontre, «c'est d'abord et avant tout une façon d'ouvrir les milieux spécialisés, experts et chercheurs, vers les décideurs, donc de réunir en un seul lieu les praticiens et les décideurs».

Contexte québécois



Les routes du Québec font plus de 50 000 victimes chaque année.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

De retour au contexte québécois, François Bellavance tient à rappeler que les travaux et les recommandations de la Table québécoise de la sécurité routière ont mené à l'adoption, à la fin de 2007, du projet de loi 42 (loi modifiant le code de la sécurité routière et les règlements sur les points d'aptitude).

«La Table abordait, dit-il, à travers ses recommandations, des questions aussi importantes que l'interdiction du téléphone cellulaire au volant, la réintroduction des cours de conduite obligatoires, des mesures plus sévères contre l'alcool au volant, l'obligation de mettre des pneus d'hiver et ainsi de suite. On parle peut-être peu de la sécurité routière, mais c'est la première cause de décès chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans.»

M. Bellavance présente d'autres constats tout aussi probants: soit que le comportement humain est en cause dans 80 % des accidents

de la route et que 30 % des personnes décédées sur nos routes ne portaient pas la ceinture de sécurité. «On ne le répètera jamais assez, ajoute-t-il, le port de la ceinture de sécurité sauve des vies». Notons également que les routes du Québec font plus de 50 000 victimes chaque année, dont 717 décès en 2006 et 608 l'an dernier.

Malgré les campagnes de sensibilisation qui portent leurs fruits, il reste beaucoup de pain sur la planche, souligne-t-il. «Je vous dirais que les perceptions ont changé, particulièrement en ce qui concerne l'alcool au volant. Socialement, il n'est plus accepté de conduire en état d'ébriété, alors que, il y a 20 ou 25 ans, il était socialement accepté de voir quelqu'un conduire avec une bière entre les deux jambes. Quant à la vitesse au volant, il est triste de constater, aujourd'hui encore, que des gens se targuent d'avoir fait le trajet entre Montréal et Québec à l'intérieur

de deux heures. Vous voyez qu'il reste encore beaucoup de travail à faire.»

Le contexte français

Depuis l'instauration du grand chantier présidentiel en matière de sécurité routière en France, sous Jacques Chirac en 2002, les gains effectués en matière d'amélioration du bilan routier sont notables. En cinq ans, ce sont 10 000 vies qui ont été sauvées, fait remarquer Guy Bourgeois. «Vous savez, en l'an 2000, la France était classée parmi les derniers de la classe sur le plan du bilan routier, et en 2008 on est parmi les premiers. Bon, il y a encore plusieurs pays qui font mieux, tels le Danemark, la Suède et la Norvège. Mais j'ajouterais qu'on est le pays qui a le plus progressé.»

Comment y est-on arrivé? «Il y a eu le couplage d'un dispositif technique avec une volonté politique extrêmement forte. Et le bon

exemple est venu d'en haut! On sait aussi que le comportement des individus est un élément-clé; donc, agir sur les comportements relève des stratégies d'action qui concernent l'État, bien sûr, mais aussi les acteurs publics et privés ainsi que les médias. Je pense aussi aux constructeurs automobiles et aux associations de défense des victimes de la violence routière.»

Et à force de «marteler, marteler et marteler encore les messages, eh bien, ils finissent par être reçus et entendus par la population, qui se rend compte, au final, que c'est complètement idiot de se tuer en voiture». Bien dit...

Collaborateur du Devoir

■ Modernisation de l'État, sécurité routière et nouvelles logiques de décision en transport, les 8 et 9 octobre, au Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval à Québec.

Le transport urbain est devenu une préoccupation planétaire

«Ça coûte beaucoup plus cher d'aller chercher des nouveaux clients que de satisfaire ceux qui sont déjà là»

À Lyon, la ligne de tramway Leslys desservira toutes les 15 minutes l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry depuis la gare de la Part-Dieu, à compter de 2010. Du côté d'Aéroports de Montréal, il est devenu impérieux d'améliorer l'accès routier au centre aéroportuaire Pierre-Elliott-Trudeau en reconfigurant le rond-point Dorval. Pour sa part, la Société de transport de Montréal (STM) courtise les usagers en multipliant et en améliorant son offre de services de plusieurs façons. Le transport urbain a la cote en ces jours de réchauffement planétaire et de surchauffe des prix du pétrole.

RÉGINALD HARVEY

Directeur général des Aéroports de Lyon, Philippe Bernard prend la mesure de l'importance des enjeux rattachés au transport collectif: «Ils sont clairement identifiés par l'ensemble des parties prenantes, des pouvoirs publics, que ce soit la préfecture, le Grand Lyon, la Chambre de commerce, le département, la région, comme un outil de développement économique de la région Rhône-Alpes.» Il en convient d'autant plus quand il énonce ce qui caractérise son établissement: «C'est un aéroport qui est extrême-

ment tourné vers l'international, puisque 60 % de notre trafic est de cette nature. C'est donc un outil dont nos entreprises se servent pour exporter leur savoir-faire et développer leurs activités hors des frontières de Lyon; la preuve en est que 50 % de notre trafic relève des affaires.»

L'aéroport forme un grand ensemble structurel du transport, à la fois parce qu'il abrite une gare TGV et qu'il est situé favorablement sur un nœud autoroutier bien desservi en direction de Genève et de Grenoble: «En plus, le chantier de la ligne de tramway Leslys démarre et entre dans une

phase de construction qui conduira à la livraison de ce moyen de transport dans le premier semestre de 2010, ce qui est tout proche.» Lyon possèdera alors le seul aéroport français avec une liaison directe par tramway avec son centre-ville.

Outre cette réalisation, la croissance est au rendez-vous, aux dires de M. Bernard: «L'année dernière, le trafic a augmenté de 8,5 %, ce qui représente une hausse significative pour un pays d'Europe de l'Ouest.» Cette tendance se maintient et l'aéroport est en train de consolider sa vocation multispecialisée sur plusieurs plans.

Les cieux montréalais

Il est de notoriété publique que l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal est privé de la présence d'un réseau d'accès routiers adéquat et efficace. Président et directeur général de la société Aéroports de Montréal, James Cherry situe le problème: «Depuis son arrivée en poste il y a sept ans, on dit que l'un des problèmes majeurs que nous avons, parmi plusieurs autres, est

celui de l'accès terrestre. Sur le site lui-même, plusieurs difficultés ont été aplanies sur le plan des services aéroportuaires, de la capacité de l'aéroport et de tout ce genre de choses.»

James Cherry rappelle toutefois que la situation du réseau routier continue d'être problématique: «En fait, il y a deux problèmes. Outre la navette ferroviaire, on s'attarde au rond-point Dorval, pour lequel des projets sont développés depuis le début des années 1980 pour remplacer cette structure-là, et il est clair qu'elle ne répond pas non seulement aux be-

soins de l'aéroport, mais encore à ceux de l'infrastructure routière de l'ouest de Montréal.» Dans ce secteur, le trafic routier ne cesse de croître rapidement dans les deux sens depuis un bon moment.

La société conduit des sondages auprès d'environ 8000 personnes pour mesurer le taux de satisfaction des utilisateurs, depuis plusieurs années déjà; les résultats sont toujours les mêmes: «On leur demande une évaluation de notre performance, et nos passagers sont préoccupés prioritairement par l'accès, au cours des dernières années.»

Il se montre tout de même optimiste et le vent semble tourner du bon bord: «Nous avons aujourd'hui un projet dont le design a été réalisé. Il a passé l'étape du Bu-

La STM s'apprête à renouveler en grande partie sa flotte d'autobus et les wagons du métro seront remplacés d'ici quelques années

reau d'audiences publiques sur l'environnement, nous avons reçu le décret du gouvernement du Québec et le financement est largement en place. Déjà, des appels d'offres ont été lancés et la construction doit débuter cet automne.»

Il dégage un élément important dans la phase des travaux: «Pour nous, c'est l'accès à l'aéroport qui est important. Le rond-point Dorval sera évité et, en priorité, on va avoir deux bretelles pour accéder aux installations aéroportuaires et les quitter directement par la 20, ce qui représentera un net avantage pour les passagers et pour les travailleurs.» Les travaux complets devraient être terminés en 2011-2012 et les bretelles seraient empruntables à compter de 2010. Quant au projet de navette ferroviaire express reliant l'aéroport, il suit son cours, tout en nécessitant des délais plus longs avant de voir le jour en raison de la complexité de sa réalisation.

Yves Devin est satisfait du virage qui a été pris et dont les résultats témoignent du bien-fondé: «Le gouvernement nous avait demandé d'augmenter de 8 % l'achalandage en cinq ans. Avec l'apport du plan mis en place il y a un an, on l'a augmenté de 4 % en six mois.»

compter de 2010. Quant au projet de navette ferroviaire express reliant l'aéroport, il suit son cours, tout en nécessitant des délais plus longs avant de voir le jour en raison de la complexité de sa réalisation.

La STM et ses usagers

Sur l'île, la STM a effectué un sérieux rapprochement avec ses usagers pour bien connaître leurs besoins réels et prendre les moyens de les satisfaire. Yves Devin, directeur général de la STM, décrit le processus suivi: «Au fond, la première chose qu'on a faite, c'est qu'on a pris le réseau actuel pour procéder à un diagnostic sommaire de la situation. On a regardé vraiment la segmentation de chacun des types de clients que

nous avions, on s'est penché sur leurs vrais besoins et on s'est assuré de bien connaître leurs attentes pour chacun des axes que nous voulions développer.»

Il pose ce constat: «Ça coûte beaucoup plus cher d'aller chercher des nouveaux clients que de satisfaire ceux qui sont déjà là. À partir de ce constat, on s'est dit qu'il fallait absolument faire un virage clientèle et bâtir un plan pour y arriver.»

Par la suite, tous les circuits d'autobus et les lignes de métro ont été analysés: «On s'est alors aperçu que le réseau d'autobus n'avait plus aucune capacité résiduelle en période de pointe. On ne manque pas de véhicules: on a besoin de 1250 de ceux-ci et on en sort autant, mais c'est fragile et on est rendu à pleine capacité.» Il énumère et commente par la suite tout le train de mesures qui ont été prises pour satisfaire davantage les différents types d'usagers dans divers points du réseau. Il souligne notamment que la STM s'apprête à renouveler en grande partie sa flotte d'autobus et que les wagons du métro seront remplacés d'ici quelques années.

Yves Devin est satisfait du virage qui a été pris et dont les résultats témoignent du bien-fondé: «Le gouvernement nous avait demandé d'augmenter de 8 % l'achalandage en cinq ans. Avec l'apport du plan mis en place il y a un an, on l'a augmenté de 4 % en six mois.»

Collaborateur du Devoir

■ La Complexe Gouvernance des grands projets de transport urbain, le 7 octobre, à la Biosphère de l'île Sainte-Hélène à Montréal.

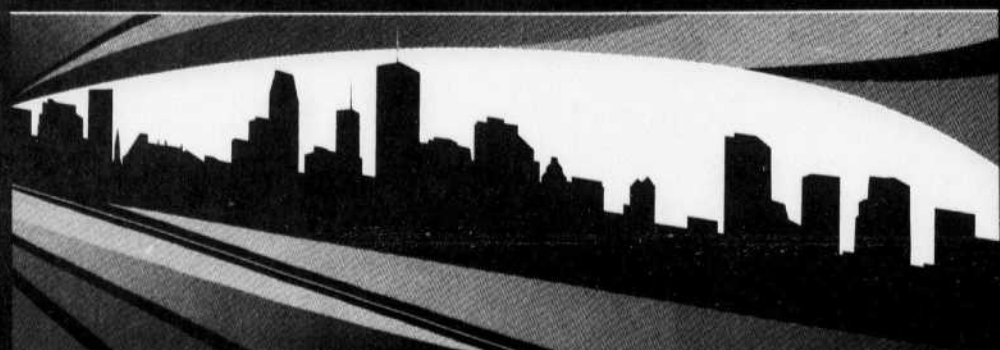
6 et 7 octobre 2008

HÔTEL HYATT REGENCY, Montréal

INSCRIPTION

www.culturemontreal.ca

514 845.0303



COLLOQUE

La gouvernance culturelle des grandes villes: enjeux et possibilités

En partenariat de

montréal

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

JACQUES CARTIER

Québec

Montréal

CIRQUE DU SOLEIL

LE DEVOIR

6 octobre 2008

12 h 30

DÉJEUNER PRÉSTIGE

Barcelone, Lyon et Montréal
choisir la culture pour prospérer

AVEC

Gérald Tremblay, maire de Montréal
Gérard Collomb, maire de Lyon
Jordi Martí, délégué à la culture,
Barcelone

La STM puise un enrichissement dans les Entretiens

RÉGINALD HARVEY

Partenaire des Entretiens, la Société de transport de Montréal (STM) les considère comme un extraordinaire carrefour de savoir et d'expertise sur plusieurs plans, notamment sur celui du transport en commun, comme le souligne Yves Devin, son directeur général: «Cet événement nous sert à aller chercher les meilleures pratiques qui se font à travers le monde, à être en lien avec des spécialistes pour discuter de problématiques qu'ils ont rencontrées et de la façon d'y faire face.»

Il veut pour preuve de ce constat les sujets qui ont été abordés au cours des dernières années: «L'an passé, on a eu l'occasion de traiter des différents modèles de planification, alors qu'on était plon-

gé dans un tel travail pour améliorer les services. Nous avons été à même d'aller chercher toute l'expertise de ce qui se fait en Europe par rapport à cela.» Il donne un autre exemple: «On avait procédé de la même façon au sujet du développement durable, qui a servi de toile de fond à notre plan stratégique.»

Finalement, il aborde un point d'actualité: «On est en pleine phase d'implantation de notre carte à puce et on a eu beaucoup d'échanges très fructueux avec Lyon à ce propos; ils sont des précurseurs dans ce domaine. On a un partenariat avec eux pour voir comment la carte a été implantée, quels sont les obstacles qu'ils ont rencontrés et quelle est la technologie qu'ils ont retenue. On a choisi la même qu'eux et on est capable de parler le même langage.»

Collaborateur du Devoir

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Gouvernance culturelle



ISABELLE HUDON, PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Les gens d'affaires de Lyon se sont offert un Poussin

« Il y a beaucoup de petites chasses gardées au Québec »

Il y a déjà presque un an, Montréal attirait l'attention du monde politique et culturel de différentes villes du monde avec son Rendez-vous novembre 2007 — Montréal, métropole culturelle. Depuis, la construction du Quartier des spectacles a été lancée. À Lyon, les différents acteurs unissent leurs forces pour faire en sorte que leur ville soit nommée capitale européenne de la culture. Sans aucun doute, en matière de développement d'une ville, l'axe de la culture est tout à fait dans l'air du temps.

MARTINE LETARTE

« Nous avons vraiment réussi à susciter la curiosité un peu partout ici et en Europe avec cette grande rencontre de deux jours, l'an dernier, qui a réuni les trois paliers de gouvernement ainsi que le monde économique et culturel pour parler de la culture en tant que vecteur incontournable du développement de Montréal. La démarche était unique en son genre et les gens souhaitent savoir comment nous avons réussi cette grande mobilisation », affirme Isabelle Hudon, présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, à propos du rendez-vous culturel de novembre dernier.

Toutefois, la grande dame des affaires n'est pas encore convaincue que les choses ont évolué assez rapidement jusqu'à maintenant pour être en mesure de réaliser les grandes ambitions montrealaises en matière de gouvernance culturelle.

« Il y a beaucoup de petites chasses gardées au Québec. Des fois, c'est bien, mais parfois, lorsqu'on veut accomplir des pas de géant, il faut se demander si le statu quo est vraiment la meilleure solution. Il y a un an, nous avons réussi à rendre le milieu des affaires captif, mais, pour qu'il demeure, les choses doivent bouger », croit Mme Hudon.

C'est tout de même sans complexes et avec fierté pour sa ville qu'elle accueillera les différents acteurs lyonnais. « Ce sera très intéressant d'entendre parler de leur modèle de gouvernance culturelle, parce que Montréal et Lyon ont des dynamiques très similaires. Ainsi, mutuellement, nous pourrions apprendre de l'autre », ajoute-t-elle.

Lyon, une ville active

Si Montréal a réussi un coup de maître en organisant ce rendez-vous, Lyon, pour sa part, multiplie les exemples concrets d'actions favorisant le rayonnement de la culture. D'abord, il faut préciser que les différents acteurs de Lyon sont motivés par la désignation prochaine des capitales européennes de la culture pour l'année 2013. Une ville sera nommée en Slovaquie et une autre en France. Pour le moment, les villes françaises en compétition avec Lyon sont Bordeaux, Marseille et Toulouse.

« Pour nous, toutes proportions gardées, c'est presque aussi important que les Jeux olympiques. D'abord, les festivités durent toute l'année et le rayonnement de la ville choisie, qui attire de nombreux visiteurs, dépasse les frontières de l'Europe », indique Guy Mathiolon, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon.

« Il est donc bien évident que tous les acteurs politiques, économiques et culturels se sont fortement mobilisés pour la cause. La décision sera annoncée par l'Union européenne à la fin de l'année », ajoute-t-il.

Toutefois, si les Lyonnais sont convaincus que leur ville mérite ce titre, c'est parce que la culture y est un vecteur de développement important depuis longtemps et que chacun met la main à la pâte.

« D'ailleurs, nous sommes la seule

ville française dans laquelle un musée appartient au monde économique. Je fais référence au Musée des Tissus, qui est extrêmement riche de pièces anciennes. Il compte parmi sa collection notamment des tissus qui ont servi pour la décoration du château de Versailles et pour d'autres à Saint-Petersbourg. De nombreux créateurs des grandes marques de la haute couture viennent d'ailleurs s'en inspirer », affirme M. Mathiolon.

Les 40 plus grands chefs d'entreprise lyonnais, qui ont d'ailleurs été étroitement associés au dépôt de la candidature de Lyon pour devenir la capitale européenne de la culture, accomplissent aussi différents petits gestes concrets de mécénat.

« Entre autres, ils ont créé une fondation pour acheter un tableau de Nicolas Poussin, La Fuite en Égypte, qui aurait sinon été vendu à un riche collectionneur américain. L'œuvre a coûté 16 millions d'euros, et tout ça pour éviter qu'elle quitte la France. Le tableau est maintenant dans la collection du Musée des beaux-arts de Lyon », explique fièrement Guy Mathiolon.

Des efforts rentables

Si ces grands entrepreneurs lyonnais sont si actifs pour soutenir la culture, c'est parce qu'ils se sont rendu compte que l'offre culturelle est un élément incontournable pour rendre le territoire de Lyon plus attractif.

« Pour attirer de nouveaux investissements et de nouvelles infrastructures et pour recruter de la main-d'œuvre à l'étranger, nous avons compris que c'est la conjointe du travailleur ou de l'investisseur qui, en fin de compte, prend la décision. Pour être attirée vers une ville, elle regarde l'offre d'universités pour les enfants, la qualité de vie, l'écologie, l'offre culturelle et sportive », remarque M. Mathiolon.

Ainsi, si l'offre culturelle peut avoir un effet déterminant sur l'attraction d'investissements et de personnel, les gens d'affaires ont bien compris qu'ils ont avantage à s'y intéresser. « C'est bien évident, puisqu'on sait que, actuellement, le plus grand défi des chefs d'entreprise est le recrutement de personnel qualifié », ajoute-t-il.

Isabelle Hudon est aussi d'avis que le soutien de la culture par le monde des affaires peut s'avérer très rentable.

« C'est tout à leur avantage d'investir dans la culture lorsqu'on sait comment elle fait rayonner Montréal à l'étranger », affirme-t-elle. « J'ai travaillé très fort dernièrement pour intéresser différentes grandes entreprises à la cause et je crois qu'il est maintenant temps que des gestes concrets soient posés. D'ailleurs, je ne serais pas surprise de voir certains acteurs du milieu des affaires aller de l'avant prochainement, d'autant plus que les Entretiens du Centre Jacques Cartier remettront le dossier au cœur de l'actualité. »

Collaboratrice du Devoir

■ La Gouvernance culturelle des grandes villes: enjeux et possibilités, les 6 et 7 octobre, à l'hôtel Hyatt-Regency de Montréal.

Électricité et changements climatiques

Le Québec doit revoir sa gestion de l'eau

D'ici 2020, en Europe, 20 % de l'énergie produite devra provenir de sources renouvelables

La France et le Québec ont la chance de produire l'électricité en utilisant une technologie, ici hydroélectrique, là-bas nucléaire, qui produit peu de gaz à effet de serre. Contrairement aux pays qui s'appuient plus lourdement sur les centrales thermiques, il n'y aura pas de conversion technologique afin de limiter l'impact sur les changements climatiques. Par contre, cela ne veut pas dire que les changements climatiques n'auront pas d'effets sur la production et la consommation d'électricité.

PIERRE VALLÉE

À Montréal, au début d'octobre, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, discutant sur l'électricité et les changements climatiques, se centrant sur le marché du carbone et les nécessaires mesures d'adaptation à prévoir, des experts originaires des deux côtés de l'Atlantique définiront les effets que les changements climatiques auront sur la production et la consommation d'électricité ainsi que les nécessaires mesures d'adaptation qui devront être mises en place afin de les parer.

Ouranos

« Un des effets prévisibles qu'auront les changements climatiques sur la production d'électricité ici au Québec, c'est qu'ils nous obligeront à revoir notre gestion de l'eau », explique André Musy, directeur d'Ouranos. Rappelons qu'Ouranos est un consortium réunissant une quinzaine de membres et de partenaires qui a été créé à l'initiative du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et du Service météorologique du Canada. Sa mission est de développer les connaissances sur les impacts des changements climatiques, afin d'informer et de conseiller les décideurs dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

« Par exemple, poursuit-il, on prévoit une augmentation des précipitations dans le Nord, ce qui veut dire qu'il risque d'y avoir plus d'eau dans les réservoirs des barrages. Seront-ils sécuritaires? Si la pointe de crue

change et qu'elle arrive plus tôt, comment alors gérer la production? Et si le sol est moins gelé, comment prévenir les ruissellements additionnels? On prévoit aussi que les changements climatiques auront un effet sur le débit d'eau des rivières. Comment cela va-t-il affecter les barrages au fil de l'eau? »

Il se peut aussi que la distribution d'électricité soit touchée. « Vivrons-nous d'autres épisodes de verglas qui endommageront à nouveau le réseau de distribution? » On craint aussi une augmentation estivale de la consommation. « S'il fait plus chaud l'été, les gens voudront davantage climatiser leur domicile. C'est une solution, mais elle n'est pas efficace. Il faudrait plutôt mieux construire les maisons et aménager des espaces urbains capables d'accueillir les personnes lors de canicules. »

EDF-Rhône-Alpes

Si les changements climatiques n'auront pas d'effet sur la production électrique des centrales nucléaires, qui représente plus de 80 % de toute l'électricité produite en France, ils auront des effets sur l'utilisation des autres formes d'énergie. « C'est la raison pour laquelle je dis que l'électricité n'est pas un problème, mais plutôt une solution, avance Jean-Roger Régnier, porte-parole de EDF-Rhône-Alpes. Notre défi, c'est de convertir les usagers du fuel ou du gaz à l'électricité, ce qui réduirait les émissions de gaz à effet de serre. »

De plus, un autre facteur qui entre en jeu est la législation adoptée par l'Union européenne en matière de changements climatiques et d'énergie, ce que l'on appelle le défi

des trois 20. « Ce sont des objectifs ambitieux. D'ici 2020, il faudra réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, augmenter de 20 % l'efficacité énergétique et s'assurer qu'une augmentation du PIB ne se traduise pas par une augmentation de la consommation d'énergie et, finalement, faire en sorte que 20 % de l'énergie produite soit de l'énergie renouvelable. »

S'ajoute à cela le fait que le parc de production en Europe doit être renouvelé d'ici 2030. « Ce sera alors l'occasion de mettre en place de nouveaux moyens de production et de nouvelles technologies. Mais c'est aussi l'occasion de relancer le nucléaire comme technologie de production électrique. »

Consciente que les changements climatiques pourraient aussi rimer avec une augmentation de la consommation, EDF a mis en place un programme d'efficacité énergétique à l'intention de ses clients. « Nous avons mis en place une série de mesures incitatives afin d'aider les clients, par exemple, à mieux isoler leurs maisons ou à utiliser des ampoules à basse consommation. En fait, on aide les clients à payer moins en consommant moins. » Il faut aussi, croit-il, augmenter la performance énergétique des bâtiments. « Nous n'aurons pas le choix, puisqu'une nouvelle législation viendra fixer le seuil de consommation en énergie par mètre carré pour tous les logements neufs. »

Un observatoire national

Créé en 2001, l'Observatoire national sur les effets des changements climatiques (ONERC) joue en France un rôle similaire à celui d'Ouranos au Québec. « Notre mission, explique Marc Gillet, son directeur, est de colliger et de synthétiser toutes les études scientifiques qui portent sur les changements climatiques. Actuellement, nous sommes encore à dresser une liste des impacts et

nous n'avons pas encore élaboré un plan d'adaptation. »

Plusieurs sujets sont donc dans la mire de l'ONERC. « Par exemple, on pourrait s'attendre, avec le réchauffement climatique, à une baisse de la consommation en hiver. Mais est-ce que cela sera significatif, puisque les logements sont de plus en plus grands et que les gens veulent davantage de confort? Et l'été, s'il fait plus chaud? Avons-nous des solutions plus économes en énergie que la climatisation électrique? » Même les sources d'énergie renouvelables sont l'objet

d'interrogations. « Les éoliennes sont tributaires du vent. S'il y en a plus, il faudra mettre au point de nouvelles méthodes de gestion. »

Une augmentation des canicules pourrait aussi avoir des conséquences dont il faudra tenir compte. « Certaines de nos centrales thermiques se refroidissent à même l'eau des rivières. Que faire si l'eau devient plus chaude? On pense installer les nouvelles centrales sur le bord de la mer, mais alors il faut tenir compte du fait que le niveau de l'eau peut monter. »

Même le transport vert n'y échappe pas. « Les constructeurs automobiles se tournent de plus en plus vers la voiture électrique. On favorise les transports en commun, comme le train ou le tramway, qui sont alimentés par l'électricité. Mais quel effet cela aura-t-il sur la consommation d'électricité? Il faut être en mesure de prévoir la demande. »

Comme on peut le constater, même dans les pays où la production d'électricité ne contribue pas à l'effet de serre, ce dernier aura des répercussions sur la manière de produire et de consommer l'électricité.

Collaborateur du Devoir

■ Électricité et changements climatiques: marchés du carbone et mesures d'adaptation, le 7 octobre, au Holiday Inn Montréal-Midtown de Montréal.

UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

COLLOQUE PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DES ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Textile sans limite

Nouvelles directions en recherche-crédation dans le domaine du textile

Mardi 7 octobre 2008
Marché Bonsecours (350, rue Saint-Paul Est)
Montréal, Canada

L'Université Concordia, leader canadien en recherche sur le textile interactif, est fière de présenter ce colloque thématique où seront explorés de nouveaux paradigmes en matière de recherche-crédation.

- Textile et sécurité/protection
- Textile et développement durable
- Textile et santé/sport
- Textile dans les arts et industries culturelles

Le colloque sera suivi d'une présentation par le Cirque du Soleil.

Renseignements et inscription :
<http://ejc2008.concordia.ca/textilesanslimite>
Traduction simultanée

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Virologie

Les traitements antiviraux constituent la façon la plus efficace de combattre toute infection

«Je ne serais pas là si je n'avais pas l'espoir qu'on vaincra le sida»

Dans le cadre de leurs rencontres spécialisées, les Entretiens Jacques-Cartier organisent un «merveilleux petit colloque» qui fera le point sur les infections virales persistantes, dont le sida.

CLAUDE LAFLEUR

«Nous savons tous qu'une fois qu'on est infecté par le VIH, on le reste pour la vie. C'est la même chose pour l'hépatite C et pour certaines formes d'herpès», pose le Dr Rafick-Pierre Sékaly, coresponsable scientifique du colloque. Pourquoi ces virus sont-ils persistants et pourquoi le système immunitaire n'arrive-t-il pas à les éliminer? Comment ces virus parviennent-ils à établir une persistance? Et que peut-on faire pour aider le système immunitaire à s'en débarrasser une fois pour toutes? Voilà le genre de questions qui seront traitées lors d'un colloque de deux jours.

Objectifs ciblés

«Ce qu'il y a de remarquable dans ce colloque, c'est qu'il aborde des thèmes très précis et très ciblés dans le temps, enchaîne Geneviève Inchauspé, l'autre coresponsable scientifique. On n'a donc que deux jours pour se rencontrer, ce qui oblige à faire une sélection précise des sujets traités. C'est quelque chose qui plaît beaucoup, par rapport aux grands meetings internationaux qui durent souvent quatre ou cinq jours... Ici, au bout de deux jours, tout le monde en a assez!», résume-t-elle en riant.

Soulignons que le Dr Sékaly est professeur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal et qu'il dirige l'unité de recherche en microbiologie et en immunologie de l'hôpital Saint-Luc. «Je dirige un très gros laboratoire d'immunologie qui allie à la fois l'immunologie fondamentale — la science qui décrit les mécanismes de défense de l'organisme contre les agents

pathogènes et les tumeurs — et le développement de vaccins et de thérapies. Nous faisons donc de la recherche fondamentale, mais également des études cliniques avec des patients.» L'importante équipe (45 chercheurs) du Dr Sékaly essaie entre autres de développer de nouveaux vaccins, notamment contre le sida.

De son côté, Geneviève Inchauspé est directrice du département des maladies infectieuses pour Transgène, l'une des premières firmes biotechnologiques françaises. «Nous développons des vaccins anticancer ainsi que contre les maladies infectieuses, dit-elle. Nous ciblons tout particulièrement les virus des hépatites B et C ainsi que celui du papillome humain qui cause un cancer de l'utérus.»

Ce que réalise l'équipe de Mme Inchauspé est pratiquement le prolongement des travaux du Dr Sékaly. «Je pense que ce que nous faisons est assez complémentaire puisque Rafick-Pierre est un type plus fondamentaliste que nous, alors que nous, nous nous orientons vers des approches d'immunothérapie», précise-t-elle.

De nouvelles démarches pour vaincre le sida

Comme le relate le Dr Sékaly, les traitements antiviraux constituent en principe la façon la plus efficace de combattre toute infection. «Toujours, on se heurte de plus en plus au problème de la résistance aux antiviraux, quand ce n'est pas à la non-disponibilité de ces produits», dit-il. Des équipes comme la sienne cherchent donc à créer de nouvelles démarches qui viendraient en aide à l'arsenal des médicaments antiviraux.

«Le congrès est principalement axé sur l'immunothérapie, explique le mi-

crobiologiste, c'est-à-dire comment moduler le système immunitaire pour faire en sorte qu'il puisse contrôler le virus.» Il ajoute que, si on parle d'immunothérapie depuis une bonne trentaine d'années, des démarches tout à fait nouvelles font maintenant leur apparition parce qu'on comprend nettement mieux les mécanismes de déficience du système immunitaire. On peut donc directement intervenir sur ceux-ci.

Ainsi, le chercheur se dit absolument convaincu qu'on parviendra «bientôt» à trouver un vaccin contre le sida. «Je ne serais pas là si je n'avais pas l'espoir qu'on vaincra le sida, lance-t-il. Je suis même certain qu'on y parviendra, mais je ne puis vous dire quand! Je puis simplement vous dire que, avant que je prenne ma retraite (dans quinze ans), je pense que c'est un problème qu'on aura compris...»

Selon lui, on voit même poindre des solutions grâce entre autres au séquençage du génome humain. «Alors que, auparavant, on cherchait à tâtons une molécule [un médicament] pour agir sur une portion de la cellule, on cherche à présent à comprendre le fonctionnement de l'ensemble de la cellule. Cela nous permet de regarder ce qui ne va pas chez elle et, à ce moment-là, de cibler beaucoup mieux notre intervention. On a donc maintenant accès à des démarches plus globales, ce qui nous permet d'arriver plus vite à des résultats. C'est de ce genre de nouvelles démarches qu'on parlera lors du colloque.»

Des chercheurs «réactifs»

Pour sa part, Geneviève Inchauspé dit apprécier particulièrement la collaboration avec les Nord-Américains que nous sommes. «En tant qu'Européen, dit-elle, je pense qu'on a tendance à assimiler la recherche qui se fait au Québec et au Canada à celle de l'Amérique du Nord en général. C'est-à-dire que, pour nous, il s'agit de recherches faites par des

gens extrêmement réactifs...»

Elle définit la «réactivité de nos chercheurs» comme le fait que, lorsque quelqu'un a une idée en tête ou qu'une équipe veut mettre de l'avant quelque chose, «il est possible pour vous de vous mobiliser très vite, de sorte que tout se concrétise relativement rapidement.»

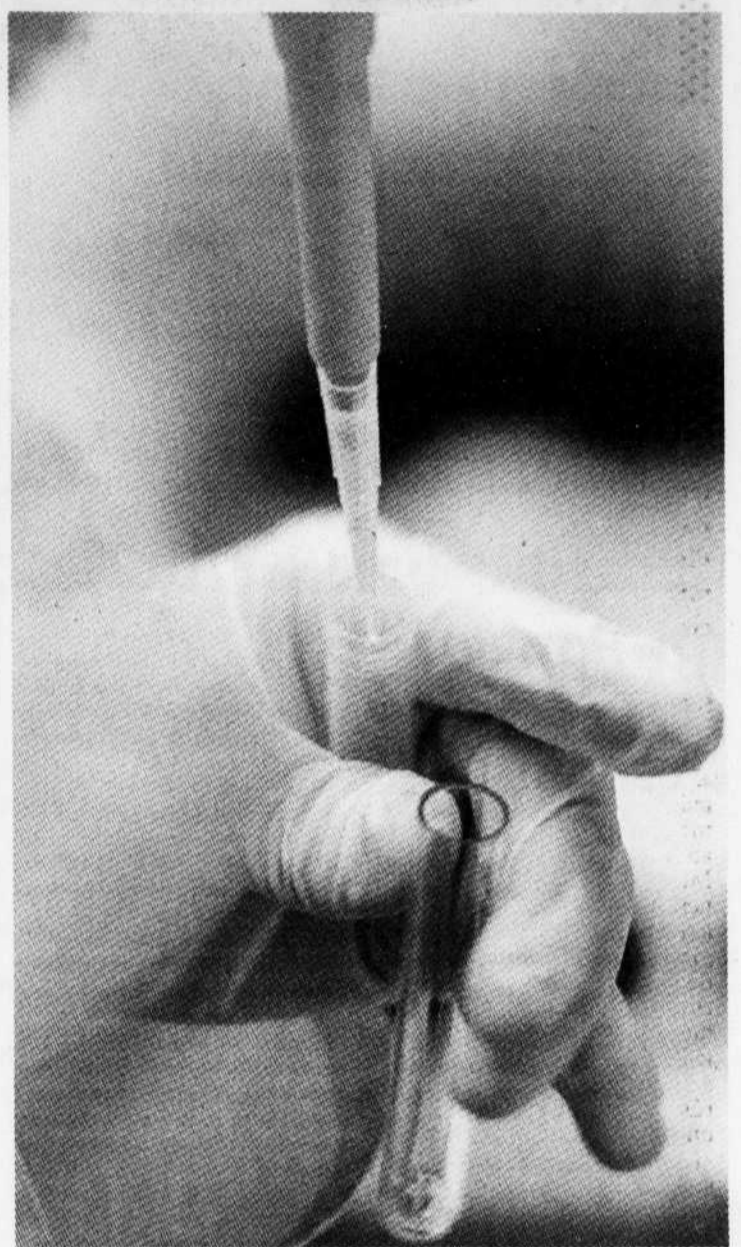
Cette capacité de mobilisation est plus rapide en Amérique du Nord qu'en Europe, constate-t-elle, «parce que, me semble-t-il, le niveau de compétition est extrêmement élevé chez vous. De ce fait, vous êtes extrêmement compétitifs. Or nous, en Europe, on apprécie cette réactivité et cette facilité d'interaction avec les équipes du Canada et d'Amérique du Nord.»

Mme Inchauspé apprécie en outre le fait que le colloque sur les immunothérapies couvre aussi bien la recherche fondamentale que les applications cliniques. «En particulier, on mettra l'accent sur la grande difficulté à laquelle on se bute tous aujourd'hui: comment mesurer l'efficacité des vaccins. Je crois que le colloque tentera de faire ressortir cet élément crucial dans le développement d'un vaccin: des tests qui permettent de mesurer correctement ce qu'il fait. C'est ce qu'on appelle l'immunomonitoring. On a donc invité quelques personnes très ciblées pour traiter de ce sujet... ce qu'on ne voit pas forcément dans les grands meetings internationaux.»

Elle souligne en outre que le colloque offre un bel équilibre entre ceux qui veulent traiter de la recherche fondamentale et ceux qui s'intéressent plutôt aux applications, «ce qui n'est pas trivial!»

Collaborateur du Devoir

■ **Persistance virale:** des mécanismes moléculaires aux nouveaux développements en thérapie et prévention, les 3, 4 et 5 octobre, à l'hôtel Hilton Bonaventure de Montréal



VALENTIN FLAURAUD REUTERS

Des équipes cherchent à créer de nouvelles démarches qui viendraient en aide à l'arsenal des médicaments antiviraux.

Systèmes de santé

L'hôpital se révèle être l'endroit privilégié pour le développement de bactéries de plus en plus résistantes

Au Québec, la gestion des risques se limite à un cours donné dans le cadre d'une maîtrise

Infections nosocomiales, erreurs médicales, iatrogénie: le domaine de la santé produit des effets pervers. C'est afin de les éradiquer que la notion de gestion des risques a été mise de l'avant dans les années 90. Les 6 et 7 octobre prochains, le colloque *La Gestion des risques pour la santé: utopie ou trait de génie* se propose d'analyser les démarches et les pratiques tant en Amérique du Nord qu'en Europe et de faire avancer concrètement ce dossier.

DENIS LORD

Un hôpital est un immense univers où l'engagement et le professionnalisme du personnel ne peuvent éliminer tous les dangers. Aussi fastidieuse que puisse apparaître leur énumération, il s'avère difficile d'en faire l'économie puisqu'elle donne la mesure de la tâche vertigineuse à laquelle se consacrent les spécialistes.

En soi, l'hôpital se révèle être l'endroit privilégié pour le développement de bactéries de plus en plus résistantes. Les infections nosocomiales seraient la

quatrième cause de décès dans les hôpitaux en Amérique du Nord. Il faut également prendre en compte les effets secondaires imprévus des médicaments et les erreurs médicales. Aux États-Unis, dans le domaine de la chirurgie, la méprise la plus commune est une bête erreur de côté lors d'opérations. Et la liste des risques s'accroît avec la puissance des médicaments et la sophistication des technologies.

«Au risque médical s'ajoute le risque organisationnel», souligne Yves Matillon, professeur d'épidémiologie clinique à l'université Claude-Bernard Lyon-1, ex-di-

recteur de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé. *Le monde hospitalier en est un de spécialistes. C'est toute une industrie. Ce paradigme n'a pas encore été intégré, la complexité n'est pas assez gérée. Il faut de la méthode, des responsables dans le management, ne pas trop complexifier.* Le nombre de risques augmente avec la complexité du système. Et le problème, c'est de les découvrir.

Voilà tout ça que doit prévoir et gérer un gestionnaire de risques dans le milieu hospitalier, une hydre aux têtes qui repoussent sans cesse. Par où commencer pour la terrasser? «C'est comme manger un éléphant, illustre Suzanne Bisailon, de la Chaire en analyse et gestion des risques toxicologiques. Il faut y aller une tranche à la fois.»

Contenu

Concocté par Suzanne Bisailon et Yves Matillon, le colloque sur la gestion des risques se veut pragmatique, porteur de résultats. On y présentera les di-

vers concepts, on comparera les méthodes et les expériences en Amérique du Nord à celles en Europe, particulièrement en France. Dans la première journée, d'ailleurs, les communications s'effectuent en tandem. Jean-François Lacronique, professeur de santé publique à Paris-XII, et Patrick Molinari, de la faculté de droit de l'Université de Montréal, aborderont le cadre législatif. Loïc Geffroy, de l'université Claude-Bernard, et Suzanne Bisailon traiteront du risque organisationnel, des options de traitement et du principe de précaution.

Lors de la seconde journée, l'éthique et les grands défis seront à l'ordre du jour, tout comme l'énergie nucléaire, tant en milieu hospitalier que dans les centrales. «Comme les risques sont énormes, note Loïc Geffroy, professeur associé en économie et en gestion, les procédures sont très officielles. C'est un secteur très sensible.» De manière générale, le rôle de la communication sera mis en relief.

Des intervenants présenteront également le point de vue des patients. Selon Yves Matillon, la catastrophe de Tchernobyl, la canicule de 2003, qui a fait 15 000 morts en France, et l'affaire Shipman ont beaucoup sensibilisé la population. Suzanne Bisailon déplore malgré tout la faible compétence informationnelle de la population, partiellement liée au manque d'exemples associés à la santé dans l'enseignement des sciences. Au Québec, la population posséderait une compétence informationnelle (*health literacy*) du niveau de la 8^e année.

Un historique

La notion de gestion des risques a progressivement pris son élan dans les années 90. Auparavant, on parlait de contrôle de la qualité, de surveillance des erreurs. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été des pionniers dans ce domaine. Très tôt, l'Australie a imposé un processus de

gestion des risques dans tous ses ministères; ce pays a également été à la source de l'adoption d'une nomenclature par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en 2002. «Une résolution du vocabulaire est en rédaction et un document de processus pourrait être adopté en 2009», relève Suzanne Bisailon.

Au Canada, la fonction s'est imposée dans la foulée de la commission Krever, qui a statué sur l'affaire du sang contaminé. Dès 2000, Santé Canada a obligé ses établissements à mandater une personne à ce propos. Le Secrétaire du Trésor a suivi en 2001. Selon le professeur à la faculté de pharmacie à l'Université de Montréal, le Canada devance la France dans la pratique et les concepts, mais l'enseignement est mieux implanté dans l'Hexagone, offert dans diverses écoles de génie. Au Québec, la gestion des risques se limite à un cours donné dans le cadre de la maîtrise en santé environnementale de l'Université de Montréal. L'ouverture d'une chaire de recherche dans ce domaine, mais liée au milieu de la santé, pourrait conduire à une formation plus complète.

In situ

Pas plus au Canada qu'en France, on ne retrouve d'approche normalisée de la gestion des risques. Certains gestionnaires s'attaquent aux risques déjà matérialisés. D'autres choisissent un département et décortiquent les dangers potentiels depuis l'admission jusqu'à la sortie du patient. Pour Suzanne Bisailon, ces démarches sont aussi valables l'une que l'autre et le futur document de processus de l'ISO ne va pas totalement les uniformiser. Ceux qui ont déjà implanté un système ne feront pas table rase de leur travail. Si chaque hôpital canadien est obligé d'avoir un gestionnaire de risques, il n'en reste pas moins que l'outil est nouveau, en phase d'implantation, et que la formation demeure à parfaire. «C'est une fa-

çon de raisonner, de penser, souligne Suzanne Bisailon, et la culture de la gestion des risques doit être introduite.» A son avis, le processus de gestion des risques fait trop souvent fi de la veille. Il faut développer le réflexe de prendre des décisions intermédiaires, et non finales, dans l'attente d'informations supplémentaires, et choisir les sujets pour lesquels on va le faire.

Le gestionnaire doit choisir entre plusieurs démarches adaptées à des départements spécifiques. Auparavant, par exemple, pour qu'un chirurgien n'oublie pas une éponge, une personne était chargée de les compter. A certains endroits, on les a même dotées d'une puce. Mais la sophistication n'est pas toujours la solution la plus efficace, pas plus que l'instauration de règlements qui nécessiteraient des mesures de surveillance. Dans les hôpitaux universitaires de Genève, on a réduit de moitié les infections nosocomiales manportées, simplement en remettant au personnel un flacon de poche de solution hydro-alcoolique, moins contraignant qu'un lavage des mains à l'eau.

En définitive, les gestionnaires ont des ressources limitées et l'investissement dans une mesure doit être proportionnel à l'ampleur du risque à juguler. «Les risques, on ne peut pas toujours les enlever, dit Suzanne Bisailon. Dans les banques de sang, par exemple, on pourrait exercer encore plus de contrôle et diminuer les risques, mais le sang deviendrait alors si rare que moins de vies seraient sauvées. Il faut trouver l'équilibre entre les risques et les bénéfices. Ce qu'on peut reprocher au système, c'est de savoir qu'il faut faire le ratio mais de ne pas toujours le faire.»

Deux autres soucis guettent le gestionnaire. D'une part, pour une plus grande transparence, il doit être à l'abri de poursuites indues. Et, par ailleurs, il doit avoir la capacité de doser correctement la mise en place des protocoles chez un personnel déjà surchargé.

Bref, une profession pleine de défis à relever!

Collaborateur du Devoir

■ *La Gestion des risques pour la santé: utopie ou trait de génie*, présenté les 6 et 7 octobre, à l'hôtel Hilton Doubletree de Montréal; des places sont encore disponibles via <http://www.cirano.qc.ca/EJC2008>.

Dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques-Cartier

La prise en compte de la diversité à l'école publique : jusqu'où? comment?

6 & 7 octobre 2008
Université du Québec à Montréal
(200, rue Sherbrooke Ouest)

Pluralité religieuse dans le curriculum
Histoire, mémoires et éducation à la citoyenneté
Enseignement des langues d'origine
Ségrégation scolaire et écoles ethno-spécifiques

Interviendront sur ces thématiques :

Jean Baubérot, France
Christiane Perregaux, Suisse
Jocelyn Létourneau, Québec

Carola Suarez-Orozco, New-York
Nigel Fancourt, Grande-Bretagne
Micheline Milot, Québec
Solange Lefebvre, Québec

George J. Sefa Dei, Toronto
Bergman Fleury, Québec
Marie Mc Andrew, Québec

ainsi que plusieurs autres conférenciers.

Prix spécial jusqu'au 17 septembre et tarifs réduits pour les étudiants!

Détails et fiche d'inscription :
www.chereum.umontreal.ca/activites.html

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER



SOURCE BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE

Montréal établit l'aérospatiale, les sciences de la vie et les technologies de l'information et des communications comme pôles de développement.

Entreprises et développement

L'innovation est le moteur de l'économie

«Le nerf de la guerre, c'est l'argent»

André Gamache, président-directeur général de Montréal International, croit dur comme fer que notre santé économique passe par la recherche et le développement. Il estime que l'innovation est «la clef de voûte du développement économique pour l'avenir», car elle rend les entreprises plus concurrentielles. Parce qu'elle les invite à se dépasser...

STÉPHANIE MARIN

André Gamache tient les rênes de Montréal International depuis le début de l'année. L'organisme a pour mission de contribuer au développement économique de Montréal et d'accroître son rayonnement international. Avant cela, il a notamment dirigé le Conseil régional du développement de l'île de Montréal et occupé des postes stratégiques en développement industriel au sein du gouvernement fédéral. C'est dire qu'il n'en est pas à ses premières réflexions sur le rôle de l'innovation. Il en a même une définition toute personnelle: «L'innovation, c'est quand vous faites les choses encore mieux. C'est quand vous pouvez faire en sorte que le service que vous offrez ou votre produit final évolue constamment et devienne un chef de file dans son secteur.»

André Gamache tient à illustrer ses propos: «Par exemple, si votre entreprise fabrique des crayons qui sont vendus ici et que vous voulez les vendre ailleurs au Canada, vous devez ajouter une touche spéciale, créer des crayons différents des autres, parce qu'il y a là-bas d'autres manufacturiers de crayons. Si vous voulez exporter vos crayons outre-mer, il faut encore en rajouter, car la compétition y est plus féroce», explique-t-il.

La suite des choses va de soi, pour André Gamache: si une entreprise développe un produit unique qui suscite une forte demande, elle devra en produire davantage. Plus d'employés devront être engagés pour répondre à cette demande. La création d'emplois est donc intimement liée à l'innovation et en est une conséquence directe, expose M. Gamache. Ce qui fait rouler l'économie.

Il faut donc encourager l'innovation. Et, pour cela, il croit qu'il doit y avoir une «culture d'innovation». André Gamache estime que les universités sont appelées à jouer un rôle-clé en mettant de l'avant leurs ressources. Il croit aussi que

des tables de concertation devraient être créées pour trouver des façons d'intéresser les jeunes aux sciences le plus tôt possible. Il croit que l'entreprise a aussi son rôle à jouer en offrant des stages aux jeunes et en continuant la formation de ses travailleurs.

Le financement pose problème

André Gamache souligne par contre que le financement de l'innovation est un problème. Cela coûte cher et les entreprises n'en ont pas toujours les moyens. «Le nerf de la guerre, c'est l'argent», conclut-il.

C'est pourquoi il trouve avantageux de mettre en contact les entreprises avec les chercheurs universitaires. De cette façon, si une entreprise n'a pas d'argent pour développer et concrétiser une idée ou une machine, les chercheurs de l'université peuvent s'en charger. Et les entrepreneurs peuvent leur offrir leurs propres compétences en retour. Car M. Gamache constate que les universités regorgent de gens brillants qui ont une foule d'idées, mais que, parfois, ils ne savent pas comment mettre en marché leurs inventions. Le partenariat entreprise-université est, à son avis, une formule gagnante.

Selon André Gamache, une autre pièce de l'échiquier économique est le rôle que peuvent jouer des organismes comme Montréal International. Ces organismes jouent un rôle important en attirant dans un centre économique donné des sociétés étrangères et des organisations internationales. Ce qui bénéficie aux entreprises locales.

Mais il croit que les villes ne devraient pas s'éparpiller pour ne pas gaspiller leurs ressources. Elles devraient donc viser certaines industries spécifiques. Montréal se tourne ainsi vers l'aérospatiale, les sciences de la vie et les technologies de l'information et des communications. André Gamache croit qu'il est optimal de créer une synergie entre

les entreprises d'un même secteur. Cela leur donne un réseau d'affaires, et, en prime, des laboratoires privés sont déjà sur place. «Lorsqu'on cherche à recruter des entreprises, on va voir celles qui œuvrent déjà dans un domaine bien ancré chez nous, comme l'aérospatiale. On n'ira pas voir des fabricants d'automobiles: ils vont aller à Windsor ou à Detroit, où il y a déjà un réseau», affirme-t-il.

L'argent du gouvernement

Le gouvernement en fait-il assez pour l'innovation? André Gamache avance que le gouvernement du Québec, tout comme celui du Canada, semble avoir compris l'importance de l'innovation pour assurer la pérennité et la vigueur de l'économie. Selon lui, ils ont tous deux développé des stratégies pour favoriser l'innovation. Les emplois générés incitent les gouvernements à y investir leurs sous.

«Montréal est un terrain fertile pour la recherche et le développement», clame André Gamache. Le président-directeur général de Montréal International aime bien vanter sa ville. Mais, selon lui, l'intérêt est justifié: «La ville est le premier centre de recherche au Canada, avant Toronto, dit-il. Et cela, peu de gens le savent.» Il explique qu'il ne faut pas seulement tenir compte des centres de recherche universitaires, car de nombreux centres de recherche privés sont aussi installés dans la métropole québécoise.

André Gamache s'inquiète par contre pour l'avenir de l'innovation. Même si le Québec et le Canada investissent beaucoup dans la recherche et les programmes de formation spécialisés, il constate que les règles du commerce international définissent de plus en plus ce qu'un gouvernement a le droit de faire et ce qu'il peut accorder en subventions. Car l'investissement gouvernemental dans la recherche est souvent perçu par les autres pays comme un avantage indu pour les entreprises. Il devient donc plus difficile pour les gouvernements d'aider les entreprises à financer la recherche et à se développer.

Collaboratrice du Devoir

■ L'innovation et le développement des entreprises: quels sont et où sont les bons leviers?, les 6 et 7 octobre, au Centre Mont-Royal de Montréal.

Société

Contre la liberté du plus fort

Comme le constatent aisément les organisateurs du colloque intitulé *Le Sens de la liberté*, on utilise à tout vent, et souvent à tort, le mot «liberté». Rien de nouveau à cela puisque le colloque est chapeauté par une citation de Montesquieu (1689-1755): «Il n'y a point de mot qui ait reçu plus de différentes significations, et qui ait frappé les esprits de tant de manières, que celui de liberté.»

CLAUDE LAFLEUR

«J'ai pensé organiser un colloque sur le sens de la liberté parce que je crois que ce mot est souvent employé n'importe comment, galvaudé même», indique Peter Leuprecht, professeur (récemment retraité) de droit international public à l'Université du Québec à Montréal. Ce mot fait l'objet de multiple abus — d'abus orwelliens, même (illustrés dans 1984) — et je pense donc qu'il est utile de réfléchir au sens, au vrai sens de ce mot.»

«L'objectif des colloques des Entretiens Jacques-Cartier étant d'aborder les thèmes les plus divers, nous avons eu l'idée de montrer que la liberté, selon la manière dont on conçoit les politiques, concerne directement la vie des citoyens», ajoute Christian Philip, professeur à l'Université de Lyon-3.

Tant l'un que l'autre ont un parcours éminent, aussi bien au chapitre de la réflexion (comme professeur et chercheur universitaire) que sur le terrain. Ainsi, Peter Leuprecht a entre autres été directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe et membre du Comité des «sages» qui a préparé le programme d'action sur les droits de la personne pour l'Union européenne. Il est aussi représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour les droits de la personne au Cambodge. Pour sa part, Christian Philip a entre autres eu une longue carrière politique, ayant été député et directeur de cabinet de François Fillon, avant que le président Sarkozy n'en fasse son représentant personnel pour la francophonie. «Je suis spécialisé dans les questions relatives aux institutions européennes», ajoute-t-il.

«Quand je vois à quel point les apôtres de la mondialisation et de la liberté des marchés emploient le mot «liberté», ou quand je vois comment le président Bush l'emploie beaucoup et souvent à tort et à travers, cela m'inquiète parce que ça dénature le sens de ce mot, d'énoncer M. Leuprecht. Par exemple, j'ai remarqué que, dans son discours inaugurant son second mandat, le président Bush a employé le mot «liberté» plus de quarante fois. Or, dans les faits, les libertés sont de plus en plus restreintes aux États-Unis.» Il souligne au passage que Lynne Cheney, l'épouse du vice-président, a fondé un groupe de «surveillance» des universitaires américains (l'American Council of Trustees and Alumni), «ce qui, heureusement, n'existe pas encore au Canada!», dit-il.

En conséquence, le colloque intitulé *Le Sens de la liberté* cherche à rétablir le sens véritable de ce mot. C'est ainsi que les questions de base du colloque sont les suivantes: quel sens doit-on donner à la liberté en ce début du XXI^e siècle; quel est le rôle des institutions démocratiques

dans la défense et la promotion de la liberté et des libertés?

Curieusement, il semble qu'il faille limiter la liberté pour la protéger. Mais la limiter de quelle manière? «Ainsi, indique M. Leuprecht, l'une des pensées qui m'est très chère, c'est que la liberté doit aller de pair avec l'égalité et la responsabilité. Ce doit être une liberté responsable et non une liberté qui écrase les autres.» M. Leuprecht cite un autre penseur du XIX^e siècle, Lacordaire, qui écrivait: «Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.»

«J'ai une approche très critique, peut-être même un peu à contre-courant, dit-il, car je pense qu'une liberté débridée engendre l'oppression. Comme dit Lacordaire, si on ne tient compte que de la liberté du fort, on se retrouve vite avec une liberté qui opprime. Voyez par exemple ce qui se passe dans le contexte de la mondialisation, où on prône la liberté des marchés et où on dit que c'est la loi du marché qui doit régner. Or, moi, je n'y crois pas du tout, puisqu'on voit que cette liberté écrase les petits. C'est la liberté du plus fort...»

Pour sa part, Christian Philip s'intéresse à la liberté appliquée au multiculturalisme. «C'est-à-dire que j'essaierai de montrer que la liberté passe, au plan des États, par la possibilité pour les émigrants de pouvoir continuer de parler leur langue, d'exercer leur religion ainsi qu'un certain nombre d'éléments de leur culture, mais à condition que cette liberté soit compatible avec la vie collective de la terre d'accueil.» Dans la pratique, il faut entre autres que les nouveaux venus acceptent de s'intégrer et que leurs enfants apprennent la langue du pays d'accueil.

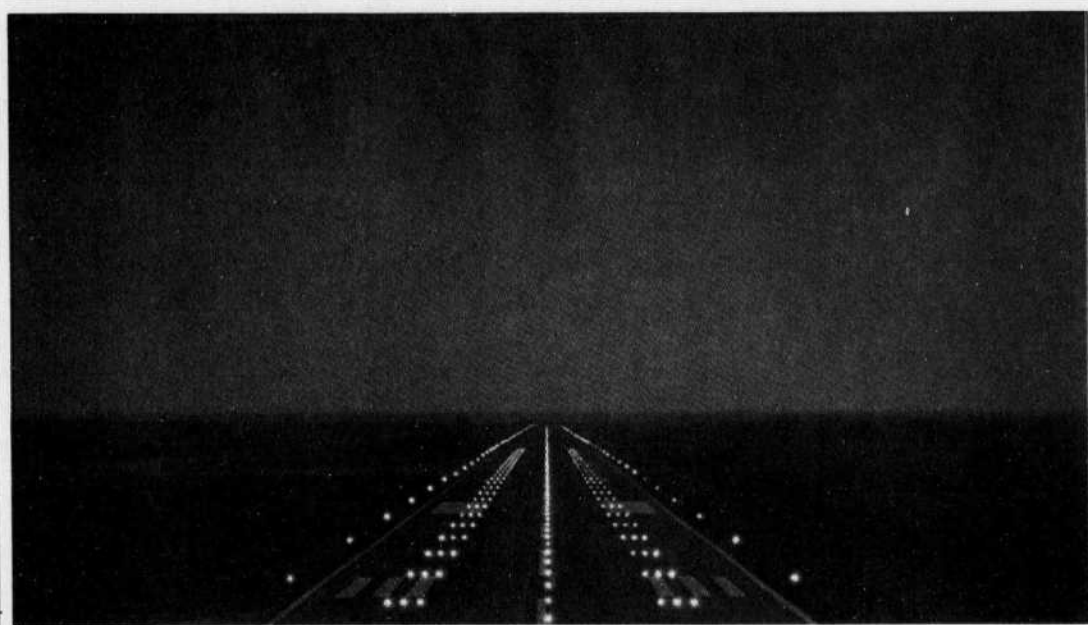
«C'est ce que vous appelez au Québec les accommodements raisonnables, poursuit M. Philip. Nous, en Europe, nous n'avons pas de terme équivalent et je pense c'est un très bon terme, que le monde entier va maintenant utiliser.» À ses yeux, l'idée prônée par les accommodements raisonnables revient à considérer qu'on doit reconnaître aux individus, au nom de la liberté, un certain nombre de droits fondamentaux, mais que, au nom de la société, tous doivent accepter de vivre ensemble. «Le communautarisme consiste à vivre côte à côte, et non ensemble, dit-il, ce qui n'est pas souhaitable.»

Peter Leuprecht souligne en outre que le colloque abordera des sujets d'une grande actualité, notamment la liberté et les religions. «Nous entendons le théologien catholique Gregory Baum ainsi que Salah Basalamah, le représentant de Tariq Ramadan (de Présence musulmane) ici au Canada. On va aussi essayer de voir quel est l'apport des institutions démocratiques, leur rôle dans la promotion de la liberté. Il y aura aussi, en fin de colloque, une table ronde sur les limites de la liberté qui sera animée par le juge en chef Michel Robitaille...»

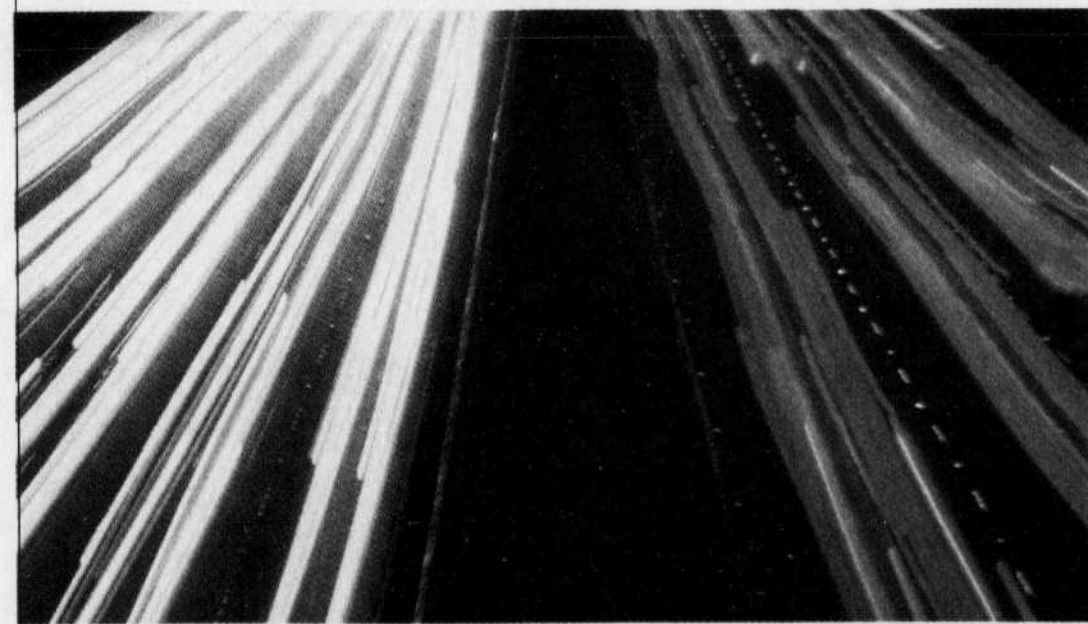
Les organisateurs espèrent que le colloque sera l'occasion d'une réflexion tangible sur des questions concrètes comme la liberté et la religion. «On cherche donc à voir quel sens on peut donner à cet important concept de liberté en ce début de XXI^e siècle, insiste M. Leuprecht. Et nous allons publier les actes du colloque, ce qui donnera, je l'espère, un petit livre qui sera intéressant!»

Collaborateur du Devoir

■ Le Sens de la liberté, les 6 et 7 octobre, au pavillon Judith-Jasmin de l'Université du Québec à Montréal.



Où convergent l'accès et le progrès



Chez Aéroports de Montréal, nous comprenons que votre voyage commence bien avant votre arrivée à destination. Voilà pourquoi nous avons déjà investi plus de 1 milliard de dollars pour agrandir et améliorer l'aéroport Montréal-Trudeau. De plus, nous avons entamé des études avec des intervenants clés en vue de faciliter les déplacements entre le centre-ville, Montréal-Trudeau et l'Ouest-de-l'île, que ce soit par voie ferroviaire, ou routière. Ainsi, en simplifiant l'accès à l'aéroport, nous pourrions mieux faire décoller vos projets de voyage, tout en maintenant notre engagement de développement durable auprès des communautés locales.

Pour en savoir davantage, consultez le www.admtl.com

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

ENSEMBLE, VERS DE NOUVEAUX SOMMETS

MONTREAL
VILLE DE
SAVOIR DE
CULTURE ET
D'INNOVATION

Montréal

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Tourisme, gastronomie et médias

Que vaut vraiment une étoile obtenue du Michelin ?

Le *Wine Spectator* a accordé une appréciation d'excellence à un restaurant qui n'existe pas !

Comment les journalistes, animateurs, chroniqueurs gastronomiques et les guides de restaurants arrivent-ils à influencer la prise de décisions des voyageurs en matière de destination gastronomique? Comment les médias se font-ils leur idée d'une ville et des restaurants qu'on y retrouve? Voilà des questions intéressantes auxquelles des invités de marque, tels Jean-François Mesplède, directeur du *Guide Michelin*, et Daniel Pinard, notre animateur vedette, tenteront de répondre lors des Entretiens du Centre Jacques Cartier, les 6 et 7 octobre, à Montréal.

MARTINE LETARTE

Le colloque intitulé *Tourisme, gastronomie et médias* est en fait le troisième d'une trilogie qui a commencé en 2006, à Lyon. «Lors du premier colloque, on se questionnait à savoir comment une ville devient une capitale gastronomique. Le deuxième portait sur l'importance du territoire rural qui entoure une capitale gastronomique, avec ses produits du terroir. Cette année, on s'intéresse au médiateur qui se retrouve entre le public et le produit du terroir ou le restaurant», explique Michel Labrecque, président-directeur général du Festival Montréal en lumière et instigateur de cette série de colloques.

D'ailleurs, objectivement, on ne connaît que très peu la relation entre les établissements gourmands et les médiateurs.

«Il n'y a pas vraiment d'études sérieuses, en France en tout cas, sur ces questions. Le colloque sera donc un lieu d'échanges et de débats. Car, évi-

demment, lorsqu'on demande à un grand chef si obtenir une étoile Michelin de plus fait augmenter significativement l'affluence, il répond par l'affirmative. Mais est-ce que l'effet est durable? On ne sait pas. Les chefs sont toujours évasifs. D'ailleurs, on a déjà demandé à de grands chefs de nous laisser consulter leurs livres de réservation et aucun n'a accepté», affirme Julia Csergo, maître de conférences et directrice du département de tourisme de l'université Lumière Lyon-2.

Les participants au colloque discuteront aussi de l'influence des émissions de télévision. «Lorsque Daniel Pinard se rend chez un producteur, est-ce que les gens y vont par la suite? Lorsque Joséé Distasio se rend à la Quincaillerie Dante, est-ce que les gens vont y acheter leurs articles de cuisine?», demande M. Labrecque.

Différents types de guides

Pour arriver à avoir une vue d'ensemble, les invités du colloque se pencheront sur différents types

de guides. Parce qu'il y a *Le Guide Michelin*, bien sûr, mais il y en a aussi bien d'autres avec leurs caractéristiques particulières.

«Par exemple, *Le Guide du routard*, qui est en fait un guide touristique avec une section importante sur les restaurants, a sans doute un grand impact sur l'affluence des établissements recommandés. Pourquoi? Parce que les restaurants proposés ont un rapport qualité-prix intéressant, la clientèle est bien ciblée et le bassin des personnes rejointes par ce guide est important», remarque Mme Csergo.

De plus, on ne passera pas à côté du courant de la jeune critique gastronomique revendicatrice, qui sera représentée par Luc Dubanchet, du *Guide Omnivore*.

«Les jeunes chefs et critiques qui appartiennent à ce courant veulent faire bouger les choses. Ils veulent dépoussiérer les concepts traditionnels relatifs à la cuisine, que ce soit dans les salles à manger ou au fourneau», explique Mme Csergo.

Les adeptes du courant affirmant que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux des années 1950 et que, par conséquent, la gastronomie devrait évoluer.

«Ces jeunes s'intéressent à des plats originaux, innovateurs, à une cuisine plus légère et plus rapide, sans être du fast-food, qui ne nécessite pas de passer trois heures à la table, poursuit-elle. Ce courant remet aussi en question les traditions en matière de service: est-ce que le service pourrait être moins obséquieux, plus décontracté?»

Pour sa part, en tant qu'acteur important du tourisme et de la gastronomie à Montréal avec le Festival Montréal en lumière, Michel Labrecque a bien hâte d'entendre parler de l'influence de ces différents guides.

«D'un côté, il y a cette grande presse gastronomique internationale et inabordable, où les critiques voyagent partout dans le monde en première classe pour visiter les établissements les mieux cotés. Je pense par exemple à des publications comme *Gourmet*, *Bon Appétit* et *Food & Wine*. Pour réussir à attirer des gens, doit-on né-

cessairement passer par eux ou est-ce que la presse plus généraliste, plus grand public, peut faire l'affaire?»

Et il y a aussi toute la question de gros sous, de l'indépendance et de la fiabilité des médiateurs qui sera abordée.

«D'ailleurs, il y a le très réputé *Wine Spectator* qui a fait les manchettes dernièrement, puisqu'il a accordé une appréciation d'excellence à la liste des vins d'un restaurant italien qui en fait n'existe pas. Pour s'inscrire au concours, les restaurants devaient payer un montant d'argent. La personne responsable du canular voulait en fait montrer que cette histoire d'excellence était d'abord une affaire de fric et que, manifestement, les gens du *Wine Spectator* n'avaient jamais mis les pieds au restaurant en question», explique M. Labrecque.

Des invités de prestige

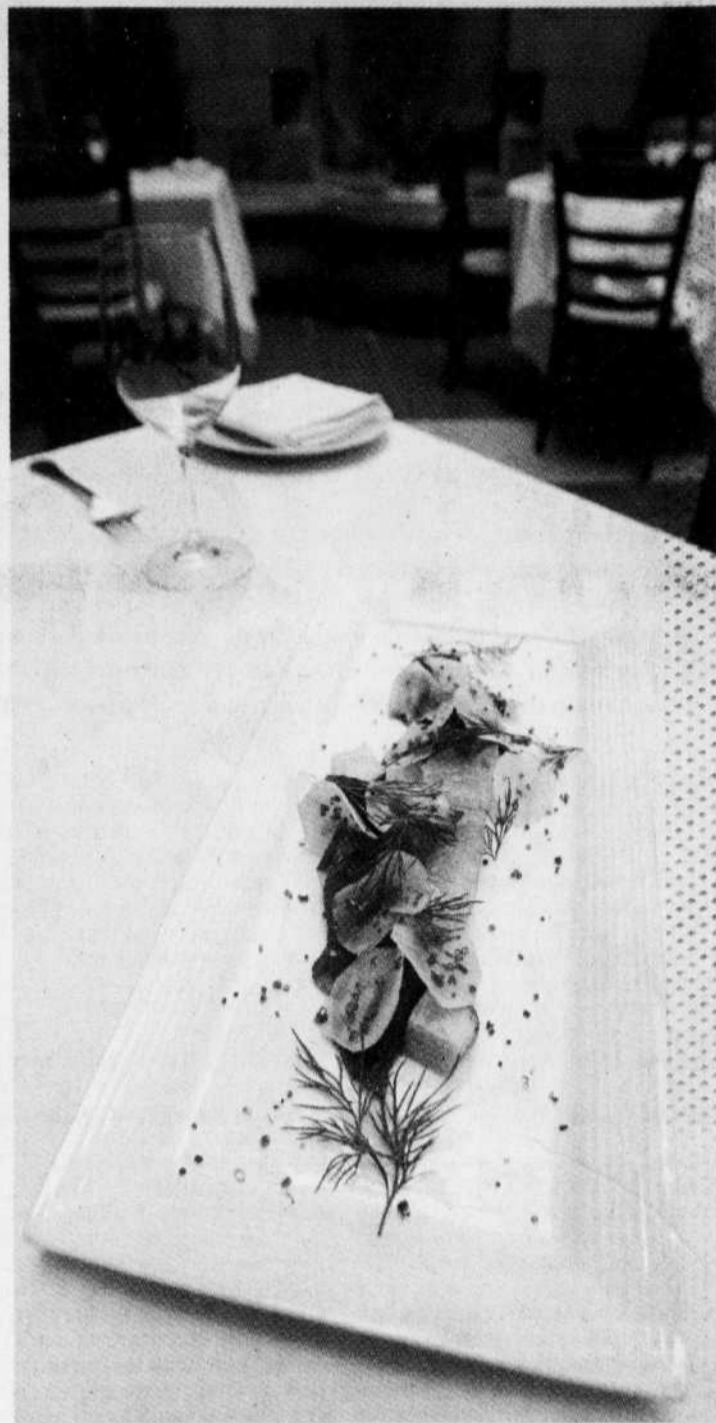
Plusieurs sujets de discussion, donc, tous liés de près ou de loin à la relation entre les établissements gourmands et les médiateurs, mais surtout des invités de marque pour animer le débat.

Du côté français, en plus de M. Mesplède, du *Guide Michelin*, et de M. Dubanchet, du *Guide Omnivore*, notons entre autres la présence de Jean-Claude Ribaut, critique gastronomique du *Monde*, François Simon, du *Figaro*, qui fera une apparition vidéo, Bénédicte Beaugé, éditeur de *Miam Miam*, et Marie-Odile Fondeur, qui est derrière les Bocuses d'or.

Les Québécois seront aussi bien représentés, avec notamment Daniel Pinard, Mario Clément, ex-directeur général des programmes à la télévision de Radio-Canada, Jean-Pierre Lemasson, professeur au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, Christophe Bergeron, directeur des éditions Voir, et Lesley Chesterman, critique gastronomique pour *The Gazette*.

Collaboratrice du Devoir

■ *Tourisme, gastronomie et médias*, les 6, 7 et 8 octobre, au Pavillon Judith-Jasmin de l'Université du Québec à Montréal.



JEAN-FRANÇOIS LEBLANC LE DEVOIR

Le colloque observera l'impact de la relation entre les établissements gourmands et les médiateurs.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Colloque international en sécurité routière

LES 21^e ENTRETIENS DU CENTRE JACQUES CARTIER

Modernisation de l'État, sécurité routière et nouvelles logiques de décision en transport.

8 ET 9 OCTOBRE 2008
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBECPour consulter le programme ou vous inscrire, visitez le site de l'Association québécoise du transport et des routes au www.AQTR.qc.ca

Partenaires français et québécois de l'événement

